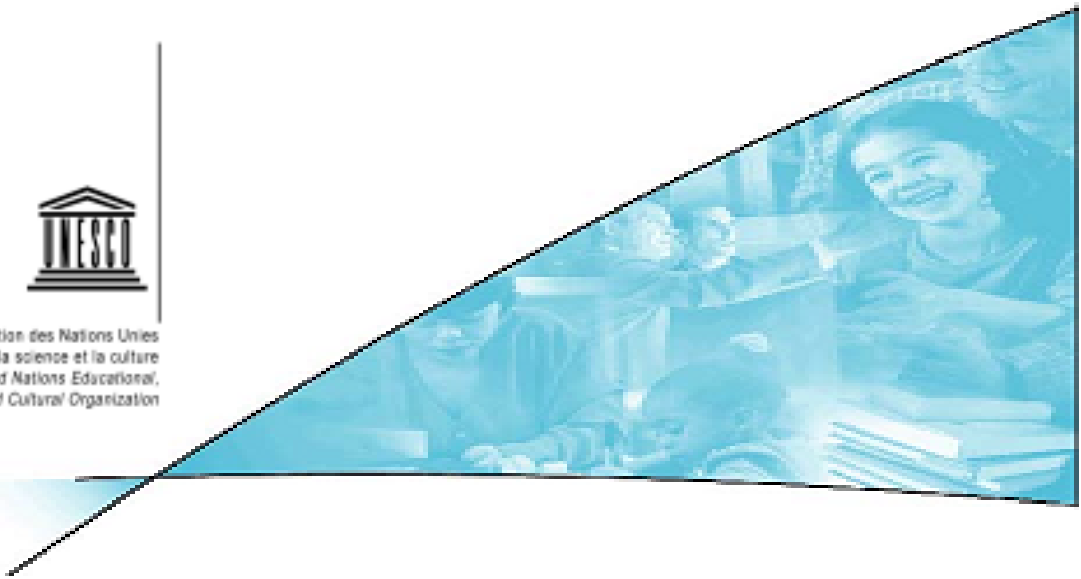




Organisation des Nations Unies  
pour l'éducation, la science et la culture  
United Nations Educational,  
Scientific and Cultural Organization



# Éducation pour un avenir viable

## Enseignements tirés d'une décennie de travaux, depuis Rio de Janeiro jusqu'à Johannesburg

**L'UNESCO a élaboré ce rapport en qualité de responsable de l'application du chapitre 36 de l'Action 21, plan d'action rédigé en commun par tous les gouvernements au sommet Terre.**

**Un programme international sur l'éducation, la sensibilisation du public et un avenir viable a été adopté en 1996 (et révisé en 1998) par la Commission intergouvernementale du développement durable (CDD).**

**Johannesburg, 26 Aout – 4 Septembre 2002**



# Éducation pour un avenir viable

**Enseignements tirés d'une décennie de travaux,  
depuis Rio de Janeiro jusqu'à Johannesburg**

Rapport établi par l'UNESCO sur les leçons tirées quant à la contribution de l'éducation au développement durable, au cours de la dernière décennie, depuis la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (le sommet Terre) de Rio de Janeiro en 1992. Ce rapport a été élaboré par l'UNESCO en sa qualité de responsable de l'application du chapitre 36 de l'Action 21 et du Programme international de travail de la Commission du développement durable (CDD) sur l'éducation, la sensibilisation du public et la viabilité.

UNESCO, Paris, 2002

# INTRODUCTION

---

La plupart des gens d'aujourd'hui ont une perception immédiate et intuitive de la nécessité urgente d'œuvrer pour un avenir viable. Peut-être ne sont-ils pas capables de définir avec précision ce qu'il faut entendre par "développement durable" ou "viabilité" - à vrai dire, les experts eux-mêmes n'ont pas fini d'en débattre - mais ils perçoivent nettement le danger, et la nécessité d'une action informée.

Le problème est là, ils sentent son odeur dans l'air, le goût dans l'eau qu'ils boivent, ils le voient dans le confinement des espaces de vie et la détérioration des paysages ; ils en lisent des analyses dans les journaux, en entendent parler à la radio et à la télévision <sup>1</sup>.

Pendant des milliers d'années les sociétés humaines ont apporté la preuve que la viabilité des modes de vie - à savoir, le mode de vie de personnes heureuses, en bonne santé, appartenant à des familles et des communautés stables, en harmonie avec le monde de la nature - est possible. La viabilité sur le long terme de systèmes économiques et culturels indigènes s'enracine dans des systèmes d'éducation fondés sur une harmonie parfaite entre l'homme et la nature. Le sommet Terre de Rio de Janeiro en 1992 a contribué à convaincre les éducateurs du monde entier qu'il convient de réorienter l'éducation de telle sorte qu'elle reflète à nouveau cette image de la viabilité, faite de l'accord entre le bien-être économique et les traditions culturelles d'une part et le respect de la Terre et de ses ressources d'autre part.

Presque universellement appréciée, la terre est respectée et aimée par les peuples autochtones comme une mère sacrée car ils croient que les personnes, les plantes, les animaux, l'eau, la terre et le ciel participent tous les cycles éternels de la vie. Ces croyances et le savoir qui en découle leur ont été transmis de génération en génération à travers toute un ensemble de pratiques culturelles parmi lesquelles l'instruction en tant que telle, les histoires, les danses, les cérémonies et l'art ainsi que les réseaux de lieux consacrés. Ce sont autant d'éléments de systèmes indigènes d'éducation, qui relient les gens à la terre par la culture - et par à la culture par la terre. Malheureusement, le savoir et la sagesse indigènes ont été sapés par les effets de la colonisation, de l'industrialisation et de la mondialisation. Dans l'ensemble, l'échelle des priorités et ces systèmes d'éducation ont été supplantés par l'idée quelque peu réductrice que l'environnement et la culture n'ont de valeur que pour autant qu'ils sont producteurs de biens économiques. Le mépris de la terre et de la culture qui s'en est suivi a fait que le savoir, les valeurs et les savoir-faire liés à la viabilité des modes de vie ont été minimisés dans l'éducation moderne.

Certes, les connaissances sur la Terre, ses plantes et ses animaux, le fonctionnement des écosystèmes et la façon dont les hommes utilisent les ressources sont enseignés dans les écoles et les collèges dans le cadre des cours de science, de géographie et de sciences sociales. Les documentaires sur la nature font partie des émissions favorites de télévision et les visites de musées, de centres scientifiques, de réserves naturelles et d'autres lieux d'éducation du secteur informel se multiplient.

Toutefois il y a un vrai problème dans la manière dont ces programmes présentent l'environnement et le développement durable - qu'ils relèvent du secteur formel ou informel : on n'y souligne pas assez le rapport entre la santé humaine et la viabilité des écosystèmes; étudiants et membres des communautés sont rarement invités à réfléchir aux conséquences de leurs activités, de celles de leurs familles et de l'ensemble de la société sur le fonctionnement des écosystèmes. L'éducation formelle scinde généralement l'enseignement relatif à la société, à l'économie et à l'environnement en disciplines distinctes, au mépris de l'apprentissage des formes de compétences pratiques liées à la viabilité. C'est pourquoi l'Action 21 a demandé que l'éducation soit réorientée dans une nouvelle direction.

## **Action 21 - Un manifeste en faveur de l'éducation**

Réorienter l'éducation vers un développement durable exige une vision nouvelle de l'éducation. Le chapitre 36 de l'Action 21 sur l'Éducation, la sensibilisation et la formation précise :

36.3 L'éducation, y compris l'enseignement de type scolaire, la sensibilisation du public et la formation, doit être considérée comme un processus permettant aux êtres humains et aux sociétés de réaliser leur plein potentiel. L'éducation revêt une importance critique pour susciter une conscience des questions écologiques et éthiques, ainsi que des valeurs et des attitudes, des compétences et un comportement compatibles avec le développement durable, et pour assurer une participation effective du public aux prises de décisions. L'éducation, de type scolaire ou non, est indispensable pour modifier les attitudes de façon que les populations aient la capacité d'évaluer les problèmes de développement durable et de s'y attaquer.

Pour atteindre cet objectif, le chapitre 36 demandait à tous les gouvernements, aux agences internationales, aux milieux d'affaires et à la société civile de :

- répondre aux besoins éducatifs fondamentaux et assurer l'alphabétisation de tous
- chercher à assurer à tous les secteurs de la population, de tout âge, l'accès à l'éducation en matière d'environnement et de développement
- intégrer dans tous les programmes d'enseignement les notions d'environnement et de développement, y compris la démographie, et en particulier l'analyse des causes des principaux problèmes
- intéresser les enfants à des études menées au plan local et régional sur la santé de l'environnement, y compris la sécurité de l'eau potable, l'hygiène, l'alimentation et les effets de l'utilisation des ressources sur l'environnement et l'économie.

Après le sommet Terre, la Commission du développement durable a nommé l'UNESCO maître d'œuvre du chapitre 36. L'UNESCO était chargée d'accélérer les réformes de l'éducation et de coordonner l'activité de toutes les parties prenantes de l'éducation, par le biais d'un Programme de travail de grande envergure. Le Programme de travail visait les sept objectifs suivants :

- Préciser et faire connaître le concept et les messages clefs de l'éducation pour le développement durable
- réviser les politiques nationales de l'éducation et réorienter les systèmes d'éducation formelle
- intégrer l'éducation dans les stratégies et les plans d'action nationaux en vue du développement durable
- éduquer la population de tous les pays de façon à promouvoir une consommation et des modes de production viables
- encourager les investissements dans l'éducation
- rechercher et faire partager les pratiques innovantes
- sensibiliser le public.

Chaque objectif comportait plusieurs tâches assignées à des responsables éventuels tels que gouvernements, organes compétents des Nations unies ou d'ONG. L'UNESCO se voyait assigner le rôle de fournir un soutien professionnel ou technique aux gouvernements des Etats membres et de contribuer à diffuser les politiques, les programmes et les pratiques innovants de l'éducation pour un développement durable qui étaient mis au point de concert par les parties prenantes. En qualité de maître d'oeuvre l'UNESCO a assumé des responsabilités tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son organisation.

L'ensemble de l'Organisation s'est mobilisé afin de traiter l'éducation dans l'optique de la viabilité et, après approbation de la Conférence générale de l'UNESCO, a aligné ses travaux sur l'ordre de priorité présenté dans le programme de travail de la CDD. Ainsi, au même titre que l'élimination de la pauvreté et la promotion de l'usage équitable des Technologies de l'information et de la communication (TIC), le développement durable est désormais considéré comme un thème clef qui traverse toutes les activités de l'UNESCO. L'UNESCO a par ailleurs joué le rôle de catalyseur pour préciser les grandes idées, diffuser des principes directeurs et faire partager les résultats d'expériences d'un pays à l'autre en organisant des conférences internationales et des ateliers régionaux, en élaborant des projets de démonstration, des modèles de programmes d'études et du matériel de formation, et enfin en créant un réseau international d'écoles<sup>2</sup> engagées dans la défense des principes de la paix, des droits de l'homme, de l'équité et de la protection de l'environnement.

L'UNESCO apporte également son soutien au programme international d'Éducation pour tous (EPT) qui vise à élaborer et mettre en œuvre des plans nationaux d'action pour l'éducation, à renforcer les capacités dans l'éducation de la petite enfance, dans l'enseignement primaire et scientifique, et à servir de catalyseur pour changer les attitudes à l'égard de l'éducation familiale, de celle du citoyen, de la paix, de l'éducation multiculturelle et environnementale. L'UNESCO a aussi mis en place des accords de partenariat avec de nombreuses agences des Nations unies, comme le FNUAP, l'OMS et l'OIT afin de promouvoir l'enseignement en matière de population; avec l'OMS pour mettre au point de nouvelles attitudes vis-à-vis de l'éducation en matière de santé; avec la FAO pour faciliter l'éducation en zones rurales et améliorer la sécurité alimentaire; avec l'OMS et l'UNAIDS pour combattre la pandémie du sida; avec l'UNICEF, le HCR et les grandes ONG pour aider au rétablissement des systèmes d'éducation dans les situations de conflit ou de sortie de conflit, et bien d'autres encore.

Le défi que pose le développement durable est grave et complexe, il exige de nouveaux partenariats - entre gouvernements, milieux universitaires et scientifiques, enseignants, organisations non gouvernementales (ONG), communautés locales et médias. Tous sont indispensables à l'émergence d'une culture de la viabilité. Au sein des gouvernements, par exemple, l'éducation pour la viabilité relève directement non seulement des ministères de l'éducation mais aussi des ministères de la santé, de l'environnement, des ressources naturelles, du Plan, de l'agriculture, du commerce et d'autres encore. Des nouveautés en matière de politiques, de programmes, de ressources et d'activités sont signalées dans presque tous les pays, indication certaine et encourageante que l'éducation commence à être perçue comme un aspect important des politiques nationales de développement durable.

Le rôle et l'importance des grands regroupements d'organismes qui mettent en œuvre le chapitre 36 se sont grandement développés depuis Rio de Janeiro. Le Comité UNESCO de liaison avec les ONG, représentant quelque 350 ONG professionnelles dans le domaine de l'éducation, a établi une commission spéciale pour mobiliser ses membres de façon qu'ils soutiennent le Sommet mondial sur le développement durable de 2002. De grandes associations régionales et internationales de l'enseignement supérieur ont fait de même, comme c'est le cas de l'Association internationale des universités : elles se sont jointes à l'UNESCO pour constituer un Partenariat mondial de l'enseignement supérieur pour la viabilité. Les Comités pour l'éducation et pour la jeunesse de la Commission des Nations unies sur le développement durable (CDD) ont recherché la collaboration avec d'autres comités de la CDD pour renforcer leur appui à l'éducation pour un développement durable. Les travaux de tous ces grands regroupements ont largement contribué à mettre en lumière les principales leçons à retenir de l'apport fait par l'éducation pour un développement durable au cours de la décennie qui a suivi le sommet Terre.

L'UNESCO a élaboré le présent rapport en fonction de "notions clefs", en qualité de responsable de l'application du chapitre 36 de l'Action 21, plan d'action élaboré en commun par

tous les gouvernements au sommet Terre, et du Programme international de travail sur l'éducation, la sensibilisation du public et la viabilité, de la Commission intergouvernementale du développement durable (CDD).

## **Principales leçons**

Il est impossible de faire état, dans un texte de cette dimension, de la totalité des initiatives pédagogiques qui ont germé pendant la décennie écoulée depuis le sommet Terre. De courts exemples de programmes novateurs et de résultats concluants sont cependant exposés dans des encadrés qui émaillent le rapport. Les principales leçons développées dans les chapitres à venir sont :

- L'éducation pour un développement durable, bien que récente, est une notion dynamique recouvrant une vision nouvelle de l'éducation, qui cherche à impliquer toute personne, de tout âge, dans le processus de création d'un avenir viable
- L'éducation de base est le fondement de toute l'éducation à venir et contribue, de façon non négligeable, au développement durable.
- En matière d'éducation, il convient de recentrer bon nombre de politiques, de programmes et de pratiques, de façon à ce qu'ils renforcent les concepts, les savoir-faire, la motivation et la volonté indispensables au développement durable.
- L'éducation est la clef de la transformation de la vie rurale; elle est indispensable pour garantir la vitalité économique, culturelle et écologique des zones et des communautés rurales.
- L'éducation permanente, y compris l'éducation des adultes et des communautés, une éducation technique et professionnelle bien adaptée, l'enseignement supérieur et la formation des enseignants sont tous des éléments essentiels du renforcement des capacités pour un avenir viable.

# Première leçon

---

## Une vision nouvelle de l'éducation

***Bien que récente, l'éducation pour un développement durable est une notion dynamique, recouvrant une vision nouvelle de l'éducation qui cherche à impliquer toute personne, quel que soit son âge, dans le processus de création d'un avenir viable***

L'éducation façonnera le monde de demain, c'est le moyen le plus efficace que possède la société pour relever les défis de l'avenir. Le progrès est de plus en plus tributaire des facultés des esprits éduqués, facultés de recherche, d'invention, d'innovation et d'adaptation. Certes, il n'y a pas que les laboratoires et les instituts de recherche qui ont besoin d'esprits éduqués, il en faut dans tous les domaines de la vie. Il est bien évident que l'éducation n'apporte pas à tout problème la totalité de sa réponse mais, dans son acception la plus large l'éducation doit entrer pour une part essentielle dans tous les efforts faits pour imaginer et créer des rapports nouveaux entre les gens et pour susciter un respect accru des besoins de l'environnement <sup>3</sup>.

## Apprentissage de la société concernant le développement durable

Cette leçon a été tirée des travaux de l'UNESCO, des autres agences internationales, des gouvernements, des systèmes d'éducation ainsi que des nombreux autres organismes et protagonistes s'efforçant de cerner le concept et de diffuser les grands messages de l'éducation pour un développement durable, objectifs majeurs du Programme international de travail de la CDD sur l'éducation, la sensibilisation du public et la viabilité.

Depuis 1992 se dégage un consensus pour estimer que le développement durable ne saurait se réaliser qu'au prix d'un processus d'apprentissage. Dans toutes les grandes conférences des Nations unies de la décennie 1990 - celle des droits de l'homme à Vienne (1993), de la population et du développement au Caire (1994), sur les petits Etats insulaires en développement à la Barbade (1994), sur le développement social à Copenhague (1995), sur les femmes à Beijing (1995), sur la sécurité alimentaire à Rome (1996) et sur les établissements humains à Istanbul (1996) - le rôle essentiel de l'éducation a été souligné. Tout comme nous avons appris à vivre de manière non durable, il nous faut désormais apprendre à sortir de l'impasse et apprendre à vivre de manière durable.

Le développement durable exige des citoyens qu'ils soient motivés et cultivés et des décideurs qu'ils soient dévoués et informés, capables de faire les bons choix sur les questions complexes et interconnectées auxquelles la société est confrontée au plan économique, social et environnemental. Pour ce faire, il faut recourir à un processus global de changement social, que l'on appelle "apprentissage social", ou qui revient, pour l'OCDE à "renforcer la capacité de la société à l'égard de l'environnement". Cela exige non seulement une éducation spécifique et des programmes de formation, mais aussi l'élaboration d'une politique et d'une législation favorisant l'enseignement et l'adoption de nouvelles formes de conduite au niveau de l'individu, de la communauté et des entrepreneurs. L'apprentissage social exige aussi une réflexion, souvent impulsée par les chefs religieux et les médias, sur le point de savoir si les modèles intellectuels et les hypothèses qui ont guidé la pensée et la conduite traditionnelles sont vraiment pertinents.

En analysant les processus de l'apprentissage social nous avons compris que le développement durable est plutôt un déclencheur de réactions qu'une notion technique clairement définie. Nous avons ainsi appris que :

- Le développement durable s'apparente davantage à un précepte moral qu'à un concept scientifique, aussi proche des notions de paix, des droits de l'homme et de l'équité que des théories de l'écologie ou du réchauffement de la planète.  
Si le développement durable relève du domaine des sciences de la nature, de la politique et de l'économie, il n'en reste pas moins, au premier chef, une question de culture : il s'enracine dans les valeurs qui sont chères aux populations et dans la façon de concevoir nos rapports avec les autres et avec la nature.
- Le développement durable nous oblige à reconnaître la relation existant entre les besoins de l'homme et le milieu naturel. L'interdépendance des humains et du milieu fait qu'il n'est pas juste de réaliser un objectif isolé en matière de développement ou d'environnement au détriment des autres. On ne saurait protéger le milieu d'une façon qui laisse la moitié de l'humanité dans le dénuement. De même, il ne saurait y avoir de développement à long terme sur une planète dont les ressources sont épuisées.

Ces principes nous rappellent que le développement durable se fonde sur quatre systèmes interdépendants :

- Des systèmes biophysiques qui procurent à toute vie, humaine ou non, les ressources qui l'entretiennent ;
- Des systèmes économiques qui procurent à la population un moyen d'existence continu (emplois et argent) ;
- Des systèmes sociaux qui permettent aux gens de vivre ensemble en paix, dans l'équité et le respect des droits et de la dignité humaine ;
- Des systèmes politiques au travers desquels le pouvoir s'exerce équitablement et démocratiquement pour décider de la façon dont les systèmes sociaux et économiques exploitent l'environnement biophysique.

Cette perspective holistique sous-tend les quatre principes interdépendants de la viabilité :

- *La protection*, pour faire en sorte que les systèmes naturels puissent continuer à procurer des moyens d'existence à tout ce qui vit, ainsi que les ressources sur lesquelles repose le système économique.
- *La paix et l'équité*, pour encourager les gens à vivre ensemble en coopération et en harmonie et à voir leurs besoins satisfaits de manière juste et équitable.
- *Un niveau de développement suffisant*, pour garantir que les gens puissent satisfaire leurs besoins sur le long terme. Un niveau insuffisant ne prend pas en compte les rapports existant entre l'économie et les autres systèmes de l'environnement.
- *La démocratie*, pour faire que les gens puissent s'exprimer de façon juste et équitable sur la manière de gérer les systèmes naturels, sociaux et économiques <sup>4</sup>.

Établir des rapports entre les préoccupations d'ordre social, économique, politique et environnemental, c'est là un impératif absolu du développement durable. Pour établir ces relations, il faut une réflexion plus approfondie et plus ambitieuse sur l'éducation, une réflexion qui développe l'analyse critique, tout en favorisant la créativité et l'invention. En somme, elle exige que l'éducation serve à élaborer un système d'éthique et de valeurs qui soit ouvert sur l'identité culturelle, le dialogue multiculturel, la prise de décisions démocratique et l'exploitation et la gestion raisonnées des ressources naturelles.

Tous les pays se sont efforcés de réagir, dans la limite de leurs ressources, au défi que constitue l'apprentissage social. La montée en puissance des connaissances scientifiques concernant le développement durable (leur complexité, leur gravité, leur interconnexion) depuis



les vingt dernières années, s'est traduite par une intensification des reportages sur l'environnement et la société dans les grands médias, la sensibilisation du public et son soutien aux campagnes pour la défense de l'environnement. Les gouvernements et leurs citoyens attendent désormais des écoles et autres lieux d'apprentissage social qu'ils contribuent à préparer la jeunesse à réagir de façon positive aux chances qu'offrent une meilleure compréhension et une plus grande adhésion du public au développement durable.

Le potentiel est immense pour l'éducation. Considérée comme un apprentissage social de la viabilité, l'éducation est à même d'augmenter notre sentiment de rejet des pratiques non viables et, à l'inverse, notre capacité à affronter et à maîtriser le changement. L'éducation ne se contente pas d'informer les gens, elle peut les transformer. Comme moyen de s'instruire, au plan individuel, et de renouveler la culture, l'éducation se situe non seulement au cœur du développement durable, mais elle constitue le meilleur espoir de l'humanité et l'instrument le plus efficace dans la quête du développement durable.

### **Éduquer pour un avenir viable : préciser le concept**

L'éducation est l'agent essentiel de la transformation, en matière de développement durable, dans le sens où elle permet aux individus de traduire dans la réalité leur idée de la société. L'éducation ne doit pas se contenter de transmettre des connaissances scientifiques et des compétences techniques, elle doit développer aussi la motivation, la justification et le soutien social nécessaires à leur recherche et leur application. C'est bien pourquoi il est inquiétant de penser qu'une grande part de l'éducation qui est dispensée à l'heure actuelle tourne le dos à cet objectif. Améliorer la qualité de l'éducation, élargir son champ et redéfinir ses objectifs de façon à reconnaître l'importance du développement durable, tout cela doit figurer en tête des préoccupations de la société.

Au cours de la dernière décennie, les éducateurs se sont attachés au problème ardu d'éclairer la notion d'éducation pour un développement durable. Avec ses immenses implications, le chapitre 36 a donné lieu à de longs débats sur des points tels que : le sens à donner au développement durable dans le contexte de *l'éducation*, la place respective à attribuer, dans des programmes d'enseignement déjà surchargés, aux thèmes de la paix, des droits de l'homme, de la citoyenneté, de l'équité sociale, de l'écologie et du développement, ainsi que la manière d'intégrer les humanités, les sciences sociales et les arts dans ce qui, jusque là, avait été envisagé et enseigné comme un sujet relevant du domaine des sciences. Des voix se sont élevées pour dire que l'éducation pour un développement durable risquait de verser dans l'endoctrinement, alors que d'autres se demandaient si confier aux écoles la tâche de diriger la transition vers le développement durable n'était pas trop exiger des enseignants.

Ces débats se compliquaient du désir manifesté dans plusieurs cercles, notamment celui des ONG de l'environnement, de participer à la planification de l'éducation sans comprendre exactement comment fonctionnent les systèmes d'éducation, comment se mettent en place le changement et l'innovation dans ce domaine, l'élaboration des contenus de l'éducation, la formation des personnels et les principes pédagogiques. D'autres, qui ignoraient que, pour être efficace, le changement dans l'éducation prend du temps, critiquaient les gouvernements pour leur lenteur à agir. La Commission du développement durable a aidé à sortir ces débats de l'impasse en fixant, en 1996, un ordre de priorité dans un Programme spécial de travail sur l'éducation, qui a été révisé en 1998.

Par la suite de nombreuses initiatives internationales, régionales et nationales ont abouti à une compréhension plus large et plus fine du sens de l'éducation pour un développement durable. Par exemple, *Education International*, le plus grand regroupement de syndicats et d'associations d'enseignants du monde, a promulgué une déclaration et un plan d'action destinés à promouvoir le développement durable par le biais de l'éducation<sup>5</sup>. D'autres

déclarations et lignes directrices similaires de soutien à la réorientation de l'éducation vers le développement durable ont été formulées par des conseils régionaux de ministres de l'éducation et/ou de l'environnement, c'est le cas de l'Union européenne, de l'APEC, de l'OAS, du SADC et du Pacifique Sud. De nombreux plans stratégiques ou plans d'action régionaux ont été élaborés. Leur point commun est d'attirer l'attention sur la nécessité d'adopter une approche intégrée, en appelant tous les ministères d'un gouvernement (à savoir éducation, santé, environnement, finances, agriculture, industrie et consommation) à collaborer pour arriver à une définition commune et engager des politiques, des stratégies et des programmes d'éducation pour un développement durable.

Des organisations internationales de protection de la nature, telles que le WWF et l'UICN s'emploient aussi très activement à promouvoir l'introduction de l'éducation dans le développement durable à l'échelle de la communauté locale, de la nation et de la région écologique. De plus, de nombreux gouvernements ont créé, de leur côté, des comités, des panels, des conseils consultatifs et des projets de rédaction de programmes pédagogiques qui concernent l'éducation pour un développement durable et mettent au point des structures administratives, des programmes et des ressources appropriés et financent des initiatives locales.

De fait, les principes de ce type d'éducation pour un développement durable sont déjà fortement présents dans les efforts que déploient tous ces groupes en faveur de l'éducation relative à l'environnement. Tout comme l'éducation à la planète terre, l'éducation au développement,, l'éducation pour la paix, l'éducation à la citoyenneté, aux droits de l'homme, l'éducation multiculturelle et anti-raciste, qui se sont développées, l'éducation relative à l'environnement a pris une importance particulière. Au cours des 33 ans de sa brève histoire, l'éducation moderne relative à l'environnement s'est progressivement rapprochée, dans ses objectifs et ses acquis, de ceux qui caractérisent la notion d'avenir viable.

Au début des années 70 le mouvement naissant en faveur de l'éducation relative à l'environnement a bénéficié de l'impulsion donnée par la conférence des Nations unies sur l'Environnement humain, réunie à Stockholm en 1972, qui recommandait de reconnaître l'éducation relative à l'environnement et de la favoriser dans tous les pays. Cette recommandation a donné lieu au lancement, en 1975, par l'UNESCO et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) du Programme international d'éducation relative à l'environnement (PIEE), qui s'est poursuivi jusqu'en 1995. Le PIEE et les activités nationales et internationales qu'il a inspirées ont eu une influence très profonde, dont témoignent les nombreuses innovations pédagogiques enregistrées au cours des deux dernières décennies. Elles découlaient, dans une large mesure, des principes directeurs formulés par la conférence intergouvernementale sur l'Éducation relative à l'environnement qui s'était tenue à Tbilissi en 1997. Les concepts et la philosophie de la Déclaration de Tbilissi couvraient toute la gamme des résultats de l'éducation - environnementaux, sociaux, moraux, économiques et culturels - qui se trouvent précisément au cœur de l'éducation pour un développement durable. Les grands principes de la Déclaration ont été intégrés, partout dans le monde, dans les politiques de l'éducation et, avec plus de difficulté, dans la pratique de la vie scolaire de nombreux pays.

### **Une façon nouvelle d'envisager l'éducation**

Toutes ces initiatives démontrent que la communauté internationale est maintenant fermement convaincue qu'il nous faut - par le biais de l'éducation - encourager l'adoption des valeurs, des comportements et des modes de vie que réclame un avenir viable. L'éducation pour un développement durable est désormais considérée comme un processus d'apprentissage de la prise de décisions prenant en compte l'économie, l'écologie et le bien-être social de toutes les communautés. L'éducation se doit de fournir à cette vision de l'avenir les moyens de son avènement.

Il s'agit là d'une nouvelle façon de considérer l'éducation, qui aide les apprenants à mieux comprendre le monde qu'ils habitent, à affronter la complexité et l'interconnexion de problèmes tels que la pauvreté, le gaspillage consumériste, la détérioration de l'environnement, le délabrement des villes, l'accroissement de la population, l'inégalité des sexes, la santé, les conflits et la violation des droits de l'homme, qui pèsent sur notre avenir. Cette vision de l'éducation s'appuie sur une approche holistique, interdisciplinaire pour mettre en place les connaissances et le savoir-faire nécessaires pour un avenir viable et pour modifier les valeurs, les comportements et les modes de vie. Il nous faut pour cela réorienter nos systèmes, nos politiques et nos pratiques en matière d'éducation de manière à mettre tout un chacun, jeune ou âgé, à même de prendre des décisions et d'agir d'une façon qui soit adaptée à la culture et compatible avec les conditions locales, pour résoudre les problèmes qui menacent notre avenir collectif. C'est ainsi que les personnes de tout âge seront capables de concevoir et d'évaluer les possibilités nouvelles d'un avenir viable et de les concrétiser par un travail collectif de création.

La poursuite du développement durable par l'éducation exige, de la part des éducateurs, qu'ils

- placent au cœur des préoccupations de la société une morale orientée vers un avenir viable, reposant sur les principes de justice sociale, de démocratie, de paix et d'intégrité écologique
- encouragent le rapprochement des disciplines, le jumelage du savoir avec le savoir-faire afin d'ancrer la compréhension dans un contexte plus intégré
- encouragent l'apprentissage permanent, depuis les débuts de la vie, et enraciné dans la vie, prenant sa source dans le désir passionné de transformer radicalement les comportements en société
- développent jusqu'à ses limites le potentiel de tous les humains d'un bout à l'autre de leur vie, de telle sorte qu'ils arrivent à s'épanouir et à s'exprimer pleinement dans la poursuite collective d'un avenir viable
- apprécient l'esthétique, l'imagination créative, la faculté d'adaptation aux risques, la souplesse d'esprit et le plaisir de rechercher la nouveauté
- encouragent de nouvelles alliances entre l'Etat et la société civile en facilitant l'émancipation des citoyens et la pratique des principes démocratiques
- mobilisent la société dans un effort concerté pour éliminer la pauvreté et toute forme de violence et d'injustice
- encouragent l'adhésion aux valeurs de la paix de façon à préparer la mise en place de nouveaux modes de vie et d'existence
- recherchent et mettent en œuvre de nouveaux projets de développement dans le cadre d'une viabilité locale consciente de la réalité planétaire et d'une conscience de la responsabilité de l'individu et de la communauté, au plan mondial
- créent les conditions d'un espoir raisonnable que les possibilités et le désir sincère de changement s'accompagnent, le moment venu, d'une participation active et concertée à la création d'un avenir viable pour tous.

Ces responsabilités soulignent le rôle clef des éducateurs en tant qu'acteurs du changement. Les enseignants sont au nombre de 60 millions dans le monde et chacun d'eux est un acteur clef de l'avènement du changement des modes de vie et des systèmes dont nous avons besoin. Mais l'éducation ne se limite pas aux salles de classe de l'enseignement classique. En tant que mode d'apprentissage social, l'éducation en vue du développement durable couvre aussi tout l'éventail des activités d'apprentissage spontané et informel des jeunes aussi bien que des adultes, en famille, sur les lieux de travail et dans les communautés. Nous avons donc tous un rôle important à jouer en qualité d'"apprenants" et d'"enseignants" dans notre poursuite d'un développement durable.

## Les principales leçons

Décider comment l'éducation devrait contribuer au développement durable est une mission importante. Avant de prendre des décisions quant aux méthodes éducatives qui seront compatibles avec les mentalités et les cultures locales, les pays, les centres d'éducation et leurs communautés pourraient prendre connaissance des principales conclusions énoncées ci-dessous, tirées des discussions et des débats qui ont traité de l'éducation et du développement durable au cours de la dernière décennie.

- Le progrès en direction du développement durable dépend davantage du développement de notre conscience morale que de l'approfondissement de nos connaissances scientifiques, si importantes soient-elles. L'éducation pour un développement durable ne peut se cantonner à l'étude des disciplines qui font progresser notre compréhension de la nature, bien que leur valeur ne soit pas mise en doute. Pour gagner le combat du développement durable il faut que la démarche éducative renforce notre volonté de défendre les autres valeurs - notamment la justice et l'équité - et la certitude que nous partageons la même destinée.
- Les valeurs morales sont le principal facteur de la cohésion sociale et, en même temps, le plus efficace des agents du changement et de la transformation. La viabilité dépendra, en dernier ressort, du changement des comportements et des modes de vie, qui devra être motivé par un renversement des valeurs et s'enraciner dans les préceptes culturels et moraux à la base de tout comportement. A défaut d'un tel changement, même la législation la plus éclairée, la technologie la plus propre, les recherches les plus poussées ne sauront guider la société vers l'objectif à long terme de la viabilité.
- Les changements de mode de vie devront aller de pair avec l'émergence d'une conscience morale qui fera découvrir aux habitants des pays riches, dans leur propre culture, la source d'une solidarité nouvelle et agissante permettant d'éliminer une pauvreté si répandue qu'elle accable actuellement 80 pour cent de la population mondiale ainsi que la détérioration de l'environnement et les autres méfaits qui lui sont associés.
- Les valeurs morales sont façonnées par l'éducation, au sens le plus large du terme. L'éducation est, par ailleurs, indispensable pour permettre à tout un chacun par l'intermédiaire de ses valeurs morales, de faire des choix éclairés. Des changements sociaux fondamentaux comme ceux qui sont requis pour s'orienter vers la viabilité ne se réalisent que parce que des personnes en éprouvent l'obligation morale ou bien parce que les autorités ont la volonté politique de les conduire dans cette direction, avec l'assurance d'être suivis.
- L'efficacité de l'éducation pour un développement durable pourra se mesurer, en dernière analyse, au degré de modification des attitudes et des comportements des personnes en tant qu'individus - comme producteurs et consommateurs - ainsi que dans leur façon d'assumer leurs responsabilités collectives et leurs devoirs de citoyens.

## Deuxième leçon

---

### Éducation de base

***L'éducation de base constitue une assise sur laquelle reposeront toutes les formes d'éducation et d'apprentissage ultérieures. Elle apporte, par elle-même, sa contribution au développement durable.***

Si par l'éducation nous pouvons tirer de la misère et du désespoir non pas un enfant mais 125 millions d'enfants, nous aurons remporté une victoire immense pour les valeurs... et pour la cause de notre commune humanité <sup>6</sup>

Cet enseignement est tiré des travaux de l'UNESCO, des gouvernements, d'autres instances internationales, des systèmes éducatifs et de nombreuses autres organisations et protagonistes qui ont tenté de rattacher l'éducation aux stratégies et aux plans d'action nationaux pour le développement durable, de réviser les politiques nationales d'éducation et d'encourager les investissements dans l'éducation - trois des grands objectifs du Programme international de travail pour l'éducation, la sensibilisation du public et la formation pour un développement durable.

L'éducation de base est le fondement de toute l'éducation et l'apprentissage qui pourront lui faire suite. Son objectif, pour la population d'âge pré-scolaire et de l'école primaire qu'elle soit scolarisée ou non, est de produire des enfants qui soient heureux par eux-mêmes et avec les autres, qui prennent plaisir à apprendre et exercent leur curiosité, commencent à se constituer une réserve de connaissances qu'ils pourront utiliser et développer tout au long de leur vie. L'éducation de base participe aussi de la formation permanente, notamment pour relever le niveau d'alphabétisation des adultes.

L'éducation de base vise tous les buts essentiels de l'éducation : apprendre à connaître, à faire, à être (c'est-à-dire à assumer ses devoirs et ses responsabilités) et à vivre avec les autres, comme cela est exposé dans *L'éducation : un trésor est caché dedans*, rapport de la Commission indépendante de l'Éducation pour le XXI<sup>e</sup> siècle publié en 1996 par l'UNESCO. Elle est donc non seulement le fondement de la formation continue mais aussi le fondement du développement durable.

L'accès à l'éducation de base est un préalable à l'élimination de la pauvreté, car la pauvreté ne saurait être éliminée sans l'éducation. Il reste cependant 110 millions d'enfants de 6 à 11 ans qui ne fréquentent pas l'école primaire. Des millions d'autres enfants ne la font que sporadiquement, souvent pendant un an ou moins, puis quittent l'école sans avoir acquis les rudiments d'une éducation ou des savoir-faire de base avant de se lancer dans un monde d'une complexité croissante, fondé sur le savoir. Ils iront rejoindre les quelque 900 millions d'adultes analphabètes - femmes pour la plupart.

Ceux qui sont privés d'éducation subissent un immense préjudice social et économique. C'est chez eux que l'on trouve le taux le plus élevé au monde de maladies, les pires conditions de logement et les plus mauvaises perspectives d'emploi. De fait ils ont dans la vie moins de tout, sauf d'enfants. Au Pérou, par exemple, les femmes ayant eu une scolarité de 10 années ou plus ont en moyenne 2,5 enfants alors que les femmes illettrées en ont 7,4. La différence est moins marquée dans d'autres pays, mais elle reste tout de même significative. Presque partout l'élévation du niveau d'éducation - surtout chez les filles et les femmes - réduit la dimension moyenne des familles, ce qui favorise la santé, le bien-être et l'éducation des enfants. Ce n'est cependant pas là le seul apport que fait l'éducation à la cause de la viabilité. L'éducation est

nécessaire pour mobiliser les esprits et les communautés dans le combat pour le développement et la préservation de l'environnement.

### **ENCADRÉ 1 Éduquer les filles et les femmes <sup>7</sup>**

Si le droit à l'éducation est universel, le niveau d'éducation des filles et des femmes reste très inférieur à celui des garçons et des hommes. Sur les 110 millions d'enfants non scolarisés dans le monde, deux sur trois sont des filles ; l'enseignement primaire compte 42 millions de filles de moins que de garçons. Les filles qui n'ont pas fréquenté l'école primaire deviennent ces femmes qui constituent les deux tiers des 875 millions d'adultes analphabètes du monde.

Et cependant l'éducation fait non seulement partie de leurs droits fondamentaux , elle représente aussi un moyen efficace de croissance économique et de bien-être social. Les filles instruites se marient plus tard, ont moins d'enfants, sont plus aptes à nourrir et à prendre soin de leur famille. Leur espérance de vie est plus élevée et leurs filles ont, à leur tour, plus de chances d'aller à l'école. Des études ont montré que les femmes un peu instruites sont plus productives, par exemple, en agriculture, que celles qui ne le sont pas du tout.

Le Cadre de d'action de Dakar propose l'objectif d'éliminer ces disparités dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005, d'arriver à l'égalité des sexes en 2015 et de veiller à ce que les filles ne se voient pas refuser le droit à l'éducation. Les Nations unies ont lancé, à cet effet en 2001 un partenariat entre treize agences intitulé Initiative des Nations unies pour l'éducation des filles (UNGEI) qui associe encore d'autres agences bilatérales, certains secteurs de la société civile, des ONG, des organismes du secteur privé et des gouvernements

Ouvrant dans plus de 70 pays, l'UNGEI a déjà enregistré des réussites remarquables. Par exemple :

- L'Égypte s'est engagée à éliminer la disparité entre sexes dans l'éducation de base, en commençant par deux projets pilotes qui s'adressent aux filles non scolarisées.
- Au Népal, où la scolarisation des filles est inférieure de près de 20 pour cent à celle des garçons, une nouvelle initiative favorise l'éducation des filles en faisant porter ses efforts sur des écoles dont les communautés sont propriétaires, la formation renforcée d'enseignantes, une réforme de l'éducation en matière de santé et des activités spécialement prévues pour les filles de paysans journaliers.
- Des mesures visant à réduire la proportion de filles quittant prématurément la vie scolaire, à encourager les apprentissages de base, à traiter le VIH/sida et à intensifier les services d'éducation professionnelle sont prises au Malawi dans le cadre d'un nouveau programme d'éducation des filles.

### **L'éducation pour tous**

La Conférence mondiale sur l'éducation pour tous (Jomtien, Thaïlande, 1990) a donné un nouvel élan à l'effort d'expansion universelle de l'éducation de base et d'élimination de l'illettrisme. Cette conférence a également marqué l'avènement d'une définition plus large de l'éducation de base qui comprend, outre la faculté de lire et de compter, les connaissances, le savoir-faire, les valeurs et les attitudes dont l'homme a besoin pour survivre, développer ses capacités, vivre et travailler dans la dignité, améliorer sa qualité de vie, prendre des décisions éclairées et continuer à apprendre.

*L'Évaluation en l'an 2000 de l'Éducation pour tous (EPT)* a donné lieu, en fin de décennie, à un examen critique des objectifs fixés à Jomtien. C'est l'évaluation la plus approfondie de

l'éducation de base qui ait jamais été entreprise. Les progrès ont ainsi été mesurés dans plus de 180 pays au moyen d'évaluations nationales, d'études ponctuelles, d'études de cas, d'une série de quatorze études thématiques ainsi que des données répondant à dix-huit indicateurs statistiques.

L'Évaluation a montré qu'aucune des cibles fixées à Jomtien n'avait été parfaitement atteinte - et au premier chef l'objectif fondamental de l'"accès universel à l'éducation de base et à l'achèvement de son cycle à la fin de l'an 2000". On a cependant relevé quelques causes de satisfaction :

- Le nombre d'enfants scolarisés est passé d'un chiffre estimé de 599 millions en 1990 à 681 en 1998, soit une croissance double de celle de la décennie précédente. L'Asie de l'Est et le Pacifique, ainsi que l'Amérique latine et les Antilles sont presque arrivées à réaliser une scolarisation, universelle dans l'enseignement primaire; quant à la Chine et à l'Inde, elles ont fait des progrès sensibles dans cette direction. Les pays en développement ont, dans leur ensemble, réalisé une proportion de scolarisation nette qui dépasse les 80 pour cent.
- L'importance de l'éducation dans la petite enfance est désormais reconnue, et l'idée que l'éducation commence à la naissance s'est ancrée dans de nombreuses sociétés. Le nombre d'enfants fréquentant les crèches et les écoles maternelles a ainsi augmenté de 5 pour cent pendant la décennie.
- La scolarisation dans l'enseignement secondaire a augmenté, et le taux de réussite dans le deuxième cycle du secondaire monte en flèche avec chaque groupe d'âge. À l'échelle mondiale, la scolarisation au niveau du secondaire a été multipliée par dix depuis 50 ans, passant de 40 millions en 1950 à plus de 400 aujourd'hui. Sur la même période l'inscription dans l'enseignement supérieur s'est multiplié par un facteur de près de 14, passant de 6,5 millions en 1950 à 88,2 millions en 1997.
- Le nombre d'adultes lettrés s'est fortement accru au cours de la décennie, passant d'une estimation de 2,7 milliards en 1990 à 3,3 milliards en 1998. La proportion mondiale d'adultes instruits s'élève aujourd'hui à 85 pour cent pour les hommes et 74 pour cent pour les femmes. Aujourd'hui plus de 50 pour cent de la population adulte mondiale a fréquenté l'école primaire. *On estime cependant que 880 millions d'adultes ne savent pas lire ni écrire et, dans les pays les moins développés une personne sur deux entre dans cette catégorie. Les deux tiers des adultes illettrés sont des femmes - exactement comme il y a dix ans.*
- Quelques pays ont réussi à réduire les inégalités de chances d'être éduqué en fonction du sexe, de l'infirmité, de l'appartenance ethnique, du lieu de résidence, rural ou urbain, et des enfants travailleurs. *La tendance positive observée dans l'enseignement primaire masque cependant dans de nombreux cas les disparités de l'accès à l'éducation entre pays et à l'intérieur des pays ; les disparités de qualité de l'éducation peuvent persister même là où le taux de scolarité est élevé. Les habitants des communautés pauvres, rurales et situées à l'écart, les minorités ethniques et les populations autochtones ont fait peu de progrès ou n'en ont même pas fait du tout, au cours de la décennie. Et la différence entre les sexes persiste.*

En dépit de ces sujets d'inquiétude, les améliorations constituent un apport substantiel au renforcement des capacités pour le développement durable.

## **Le Forum mondial sur l'éducation**

En l'an 2000, soit dix ans après Jomtien, le Forum mondial sur l'éducation (Dakar, Sénégal) a réitéré la Déclaration mondiale de l'éducation pour tous et fixé six nouveaux objectifs au Cadre d'action de Dakar :

- développer et améliorer sous tous leurs aspects la protection et l'éducation de la petite enfance, et notamment des enfants les plus vulnérables et défavorisés ;
- faire en sorte que d'ici 2015 tous les enfants, notamment les filles et les enfants en difficulté ou issus de minorités ethniques, aient la possibilité d'accéder à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité et de le suivre jusqu'à son terme;
- répondre aux besoins éducatifs de tous les jeunes en assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition des connaissances ainsi que des compétences liées à la vie courante ;
- améliorer de 50 % les niveaux d'alphabétisation des adultes, et notamment des femmes, d'ici 2015, et assurer à tous les adultes un accès équitable aux programmes d'éducation de base et d'éducation permanente ;
- éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine d'ici 2015 en veillant notamment à assurer aux filles l'accès équitable et sans restriction à une éducation de base de qualité avec les mêmes chances de réussite ;
- améliorer sous tous ses aspects la qualité de l'éducation et garantir son excellence de façon à obtenir pour tous des résultats d'apprentissage reconnus et quantifiables - notamment en ce qui concerne la lecture, l'écriture, le calcul et les compétences indispensables à la vie courante.

Ces objectifs éclairent les rapports qui lient l'éducation de base et le développement durable. Le Cadre d'action de Dakar précise : "L'éducation est la clef du développement durable, de la paix et de la stabilité à l'intérieur des pays et entre eux. Elle est donc le moyen indispensable d'une participation effective à l'économie et à la vie des sociétés du XXI<sup>e</sup> siècle".

L'UNESCO, qui a été désignée pour orchestrer les efforts mondiaux devant aboutir à l'EPT en 2015, s'emploie à conclure des accords de partenariat avec les gouvernements, les divers secteurs de la société civile, des organisations régionales et des agences internationales (telles que la Banque mondiale, le FMI, l'UNICEF). La Décennie internationale de l'alphabétisation, qui insiste sur les rapports entre l'éducation et la mission capitale d'éliminer la pauvreté, en est le principal élément..

## **Principaux enseignements**

Les principes suivants, qui se sont dégagés des activités concluantes de l'EPT au cours de la décennie écoulée, sont actuellement pris en compte dans les plans régionaux et nationaux de l'EPT :

- Les objectifs de l'EPT sont réalisables à condition que soient d'abord traités et résolus les obstacles à l'accès à l'éducation.
- Corriger les inégalités et les disparités de l'accès, de la qualité et des résultats de l'apprentissage, telle doit être la pierre angulaire des politiques nationales en matière d'éducation, de leur planification et de leur mise en œuvre .
- Il faut accorder davantage d'attention à l'élaboration des contenus de l'enseignement et à la création de matériels pédagogiques adaptés, en qualité et en quantité, afin d'améliorer les processus d'enseignement et d'apprentissage.



- Les contenus de l'éducation ainsi que les processus d'enseignement et d'apprentissage doivent être davantage centrés sur l'apprenant et moins dictés par les programmes, les manuels et les exigences des examens. Le programme scolaire devient ainsi plus adapté et aide, en outre, les élèves à s'automotiver et à développer leur sens critique.
- L'efficacité de l'école et les résultats de l'apprentissage peuvent être améliorés si l'on instaure une culture du respect du matériel, de la discipline, de l'intendance, de respect et d'estime de soi-même, de gestion démocratique, de partenariat école/communauté, ainsi qu'une volonté d'agir de façon responsable, professionnelle et irréprochable.
- Le milieu familial exerce un très grand pouvoir sur le résultat des études. L'éducation dispensée par les parents et l'aide qu'ils apportent aux études des enfants sont essentiels car ils dispensent la santé et la nourriture, les valeurs morales et les codes de conduite, l'intérêt pour l'étude et le soutien matériel pour les fournitures scolaires.
- L'évaluation continue et systématique et les moyens de contrôle sont indispensables pour comprendre la dynamique des changements dans le domaine éducatif et pour aider les parties prenantes à élaborer les réponses appropriées <sup>8</sup>.

### **L'éducation dans les situations de crise**

Les millions de jeunes et d'adultes vivant dans des situations de crise ou de sortie de conflits sont particulièrement concernés par l'éducation de base, là où les structures de l'éducation sont déstabilisées, désorganisées ou détruites par suite de crises provoquées par l'homme ou par des catastrophes naturelles comme les inondations et la sécheresse.

Le nombre de ces personnes n'est pas négligeable. À la fin de 1999 le HCR a avancé le chiffre de 15 millions de réfugiés dans le monde <sup>9</sup>; selon d'autres estimations le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays se situerait entre 20 et 50 millions <sup>10</sup>. Cela signifie qu'une proportion atteignant un pour cent de la population mondiale s'est déplacée par suite de conflits ou d'autres catastrophes, est retournée chez elle dans des circonstances difficiles ou bien s'efforce de reconstruire sa vie et sa communauté, sans disposer de services tels que l'éducation. Pourtant, l'éducation est un moyen essentiel pour les apprenants, leurs familles et leurs communautés, d'entamer le processus de sortie du traumatisme et d'apprendre les savoir-faire et les valeurs nécessaires à un avenir plus paisible et à une meilleure gouvernance, aux niveaux local et national. Cette éducation de base, au sens le plus élémentaire, est l'essence même de l'éducation en vue du développement durable

Les enseignements principaux tirés des situations de crise ont été précisés par le HCR et ses partenaires dans le Groupe des réseaux interagences pour l'éducation en situation de crise<sup>11</sup>, par exemple :

- Il est absolument indispensable de réagir rapidement à la reconstruction de l'éducation.
- Une approche s'appuyant sur la communauté (par exemple, en engageant des groupes locaux à mener l'évaluation des besoins et des compétences) peut garantir une bonne participation à l'effort d'éducation.
- Les capacités existantes devraient être renforcées par la fourniture de ressources et de formation pour les représentants d'enseignants, de jeunes et les comités de gestion des écoles.
- Il faut être à l'écoute des besoins émotionnels et physiques des apprenants autant qu'à leurs besoins cognitifs, tout en se concentrant sur les groupes particuliers comme les personnes mutilées ou maltraitées, psychologiquement traumatisées, les enfants qui ont été soldats etc.
- Les solutions les plus durables sont souvent celles qui s'appuient sur les programmes d'étude et les langues du pays d'origine ; elles devraient fournir les savoir-faire liés à la

protection physique et sociale des apprenants, soutenir leurs aptitudes à l'étude et mettre au point des moyens et des messages de survie et de construction de la paix.

## Troisième leçon

---

### L'éducation innovante

***Il faut recentrer un grand nombre de politiques éducatives, leurs programmes et leurs pratiques de telle sorte qu'elles reflètent les concepts, les savoir-faire, les motivations et la volonté nécessaires au développement durable.***

Pour être un agent efficace du changement, l'éducation doit modifier ses objectifs fondamentaux - comme le souligne l'Action 21. Le défi actuel ne consiste pas tant à réorienter l'éducation qu'à apprendre, collectivement, à réorienter notre appréhension de l'objet et du rôle de l'éducation vers un paradigme fondé et construit sur des systèmes visant la viabilité. Hors de cette mutation des valeurs, les mesures techniques pour promouvoir l'éducation en vue du développement durable auront peu d'effet<sup>12</sup>.

Cette leçon a été tirée des travaux de l'UNESCO et d'autres agences internationales, de gouvernements, de systèmes d'éducation et de nombreuses autres organisations et protagonistes qui travaillent à préciser et à faire connaître la notion et les messages de l'éducation en vue du développement durable, à encourager la consommation et les modes de production durables, ainsi qu'à identifier et faire partager les pratiques innovantes, trois des principaux objectifs du Programme international de travail de la CDD sur l'éducation, la sensibilisation du public et l'avenir viable.

Dix années après Rio, on constate des progrès substantiels (mais insuffisants) pour réorienter les systèmes d'enseignement de façon à donner aux gens des règles de vie : pour la sécurité de l'emploi, pour les exigences d'une société en évolution rapide, pour des changements qui affectent, directement ou non, tous les aspects de la vie et enfin pour la poursuite du bonheur, du bien-être et de la qualité de la vie.

Il s'avère que la mondialisation pose un défi particulier à l'éducation. Son impact sur l'économie a été inégal, son impact sur la culture menace les conceptions mêmes de la vie dans les communautés locales. La mondialisation a cependant permis de prendre conscience de l'ampleur des responsabilités que nous devons partager et des façons de coopérer entre nous pour les assumer. Dans de nombreux pays on a repensé les systèmes d'éducation formelle dont on estimait qu'ils n'étaient plus adaptés aux besoins de la société et aux méthodes de travail. Dans la plupart des cas cependant, les rares progrès réalisés ne peuvent qu'indiquer la direction dans laquelle doit s'engager la réforme des contenus de l'éducation.

Il est toutefois possible de distinguer les thèmes centraux et les leçons principales de la réorientation des politiques de l'éducation, de leurs programmes et pratiques vers le développement durable. Par exemple : une série équilibrée et holistique d'objectifs, l'interdisciplinarité, l'apprentissage centré sur l'apprenant et l'accent mis sur l'éducation pour l'avenir, pour la citoyenneté, pour une culture de la paix, l'égalité des sexes et le respect des droits de l'homme, sur la population, la santé, la protection et la gestion des ressources naturelles qui constituent le fondement du développement économique et social, et enfin l'éducation pour la consommation durable.

## Objectifs

Si l'éducation reproduit certains aspects de la société actuelle, elle prépare aussi les apprenants à transformer la société pour l'avenir. L'éducation doit les aider à décider quelle part doit être conservée de leur patrimoine culturel, économique et naturel. Elle doit aussi susciter l'émergence de valeurs et de stratégies pour atteindre la viabilité au plan local, national et mondial. Cela exige que l'éducation présente des contenus qui renforcent les compétences indispensables aux fondements de l'éducation de base - comme l'indique le Cadre d'action de Dakar - et qui contrebalance les objectifs du savoir avec ceux des valeurs et des savoir-faire. L'encadré 2 présente un exemple de liste de ces objectifs.

### ENCADRÉ 2

#### Exemples d'objectifs d'un programme d'études réorienté vers le développement durable<sup>13</sup>

Réorienter l'éducation vers un développement durable exige une vision de la société qui ne soit pas simplement viable au plan écologique mais qui soit également viable au plan social, économique et politique. Dans une telle optique, les écoles devraient prévoir des expériences d'apprentissage qui permettent à l'élève de réaliser les objectifs suivants :

#### Savoir-faire

La capacité de se livrer à :

- La réflexion critique et créative
- La communication orale, écrite et graphique
- La collaboration et la coopération
- La gestion des conflits
- La prise de décisions, la solution de problèmes et sa planification
- La participation à la vie civique et à l'action
- L'évaluation et la réflexion.

#### Des attitudes et des valeurs se traduisant par :

- Le respect de la Terre et de la vie dans toute sa diversité ;
- Le souci de la vie de la communauté - humaine et non humaine - avec compréhension, compassion et amour ;
- Le désir de construire des sociétés démocratiques qui soient justes, viables, participatives et pacifiques ;
- La préservation de la fécondité et de la beauté de la Terre pour les générations actuelles et à venir.

#### Le savoir

La connaissance et la faculté de mettre en œuvre les notions suivantes :

- *Le développement durable.* Processus qui permet de satisfaire les besoins des générations actuelles sans compromettre ceux des générations à venir.
- *L'interdépendance.* Les relations de dépendance réciproque entre, d'une part, tous les éléments et les formes de vie, y compris les humains, et les systèmes naturels d'autre part.
- *Les besoins humains élémentaires.* Les besoins et le droit des individus et des sociétés à un accès juste et équitable aux flux d'énergie et de biens qui commandent la survie et une qualité de vie satisfaisante dans les limites de la Planète.
- *Les droits de l'homme.* Les libertés fondamentales de conscience et de religion, d'expression, de groupement et d'association pacifiques, qui garantissent la possibilité de participation à la démocratie et de satisfaire les aspirations élémentaires de l'homme.
- *La démocratie.* Le droit de tout un chacun d'utiliser les canaux de communication servant à la prise de décisions par la communauté.

- *Le rapport entre le domaine local et le monde.* La conscience que consommer un bien ou un service dans une partie du monde dépend des flux d'énergie et de biens dans une autre partie du monde et que cela provoque éventuellement à la fois des ouvertures et des déperditions sur les plans économique, social et environnemental en tous les points de la chaîne qui va du local au mondial.
- *La biodiversité.* La combinaison diversifiée et interdépendante des formes de vie dans un système qui est indispensable au maintien indéfini des flux d'énergie et de biens.
- *L'équité entre espèces.* La prise de conscience du fait que les humains doivent traiter décemment toutes les créatures et les préserver de la cruauté et des souffrances inutiles.
- *L'empreinte écologique.* L'étendue de terre ou d'eau nécessaire à soutenir la totalité du flux d'énergie et de biens consommés indéfiniment par une communauté ou une population.
- *Le principe de précaution.* La nécessité d'agir judicieusement, en pleine conscience des conséquences imprévues de nos actes lorsque nous ne possédons pas toutes les données d'une situation et/ou lorsque les avis des scientifiques divergent sur la question.

**L'interdisciplinarité** : Réorienter l'éducation dans le sens de la viabilité exige que nous portions de plus en plus nos efforts à l'interface des disciplines afin de traiter les problèmes complexes du monde actuel. Quelles connaissances les populations devront-elles avoir acquises dans cinq, dix, vingt ou cinquante ans, il est impossible de le prévoir à coup sûr. Ce qui est prévisible, par contre, c'est qu'elles n'occuperont pas les mêmes contours que les disciplines qui s'étaient mises en place il y a plus d'un siècle. Comprendre et résoudre des problèmes complexes exigera donc sans doute une plus grande perméabilité entre les différents domaines scientifiques ainsi qu'entre les sciences pures et mathématiques et les sciences sociales, les arts et les humanités. La réorientation de l'éducation vers un développement durable demandera, en somme, des changements importants, voire une mutation de notre façon d'envisager le savoir.

### **L'étude centrée sur l'apprenant**

Participer aux décisions qui le concernent est la clef de voûte de la Convention sur les droits de l'enfant. Pour apprendre à le faire il faut d'abord que l'enfant ou le jeune ait des occasions, dans la sécurité du milieu d'apprentissage, d'exercer sa faculté de prendre des décisions. Il est possible, par exemple, de concevoir des programmes et des méthodes d'évaluation qui les incitent à développer leur confiance en soi et leur sens des responsabilités, leur aptitude à apprendre comment apprendre, leur sens critique et leur désir de participer. Les programmes d'études doivent leur ménager des occasions de planifier eux-mêmes leurs objectifs et leurs méthodes d'étude chaque fois que cela est souhaitable, et d'évaluer eux-mêmes leurs connaissances et de les faire évaluer par leurs camarades.

L'apprentissage à partir des ressources documentaires, par le questionnement et la découverte, l'éclaircissement et l'analyse des valeurs, la résolution de problèmes, les jeux de simulation et de rôles et par la résolution de conflits de la communauté sont autant d'approches centrées sur l'apprenant qui doivent être mises en œuvre. Elles donnent lieu à un apprentissage en profondeur et non pas à l'apprentissage superficiel ou "par cœur" ou à la mémorisation pratiquée en vue des examens. L'apprentissage authentique est ancré dans les problèmes quotidiens et les préoccupations pour l'avenir. Il avance à un rythme selon lequel les individus peuvent apprendre réellement et non en fonction de programmes et de normes imposés. L'éducation authentique engage la personnalité toute entière - corps, intelligence, conscience - et suscite l'enthousiasme, le discernement, la réflexion ainsi que la compassion, l'énergie et la volonté de travailler seul et en groupe pour construire un avenir viable <sup>14</sup>.

## **L'éducation pour l'avenir**

S'il est vrai que toute éducation regarde vers l'avenir, alors l'avenir doit obligatoirement devenir, à tous les niveaux de l'éducation une notion plus claire. Etant donné que l'éducation en vue du développement durable est une éducation pour un avenir que nous ne pouvons encore prévoir, il faut que les programmes cherchent à développer l'aptitude à comprendre et à anticiper le changement et à affronter l'avenir avec courage et optimisme. Cela reviendrait à comprendre que l'avenir est entre les mains de l'homme, élaboré par nos décisions et que, dans une société démocratique les gens ont le droit, voire l'obligation, d'apporter une contribution effective à un avenir viable. Cela supposerait que l'on apprenne à apprendre, à analyser et à résoudre des problèmes complexes, à exercer sur l'avenir une réflexion créative et critique, à anticiper et à façonner notre propre histoire. Telles sont les composantes de l'aptitude à prévoir, qui caractérisent l'orientation d'une éducation tournée vers l'avenir.

## **L'éducation pour l'égalité des sexes**

Les femmes ont toujours eu - et détiennent encore - une influence déterminante sur la qualité de la vie et le bien-être des familles et des communautés. Elles sont les premières dispensatrices de soins et les gestionnaires de ressources naturelles telles que la nourriture, le logement et la consommation, dans la majorité des cultures. En outre, les femmes exercent aussi des emplois et gèrent des carrières. Mais le refus très répandu de donner aux femmes des chances égales de s'éduquer et d'être autonomes fait qu'une proportion considérable de femmes est pauvre et marginalisée. Les barrières sociales que sont l'exclusion, le statut d'êtres inférieurs et la pauvreté font également obstacle à un avenir viable.

Cet état de choses fait de l'éducation des filles et des femmes un impératif prioritaire dans la perspective d'un développement durable. Cela fait aussi que tout le monde, hommes et femmes, doit être *informé* des problèmes posés par la différence des sexes et du développement durable, doit se développer *au sein de* milieux déjà sensibilisés au besoin d'apprendre et aux modes de vie communs aux hommes aussi bien qu'aux femmes. Des matériels pédagogiques destinés à faciliter la compréhension de ce problème sont mis en chantier dans de nombreux pays. Les systèmes éducatifs et les écoles sont eux aussi occupés à élaborer des politiques qui prennent la défense de l'égalité des sexes dans les processus éducatifs. Quant aux programmes de formation des enseignants, ils insistent désormais sur l'intérêt d'introduire dans toutes les disciplines la notion d'égalité des sexes. L'UNESCO, les gouvernements nationaux et de nombreuses organisations s'efforcent également d'accélérer la participation des filles à l'étude des sciences, des mathématiques et des technologies de l'information et de la communication. Cela contribue grandement à faire avancer la cause de l'égalité des femmes dans l'éducation et par l'éducation.

## **L'éducation pour la citoyenneté et la société démocratique**

Une citoyenneté éclairée et active constitue un objectif essentiel de l'éducation pour un avenir viable. Partout dans le monde on s'efforce d'introduire dans le cursus formel les objectifs de la citoyenneté. Il a fallu pour cela faire appel à l'analyse des contenus, ainsi qu'à des processus d'apprentissage, d'enseignement et d'évaluation qui insistent sur les valeurs, la conscience morale et l'aptitude à travailler avec les autres pour œuvrer à l'émergence d'un avenir viable. Les progrès de la démocratie à l'échelle mondiale ont étendu le champ du droit de vote, qui entraîne, à son tour le progrès de l'éducation des adultes pour la citoyenneté.

Dans la perspective du développement durable, l'éducation pour la citoyenneté tire bénéfice de la compréhension des phénomènes internationaux. Ceux-ci aident à reconnaître les liens qui

unissent les affaires locales aux affaires mondiales. Cela signifie aussi que les jeunes peuvent trouver des occasions de réfléchir à leurs propres valeurs culturelles et à leurs croyances, à déceler les similitudes entre les peuples du monde, à comprendre le contexte mondial dans lequel s'insère leur vie, à acquérir les moyens de combattre les préjugés et la discrimination. C'est ainsi que les apprenants peuvent tirer parti de leur savoir, de leur savoir-faire et de leur volonté, en se préparant à jouer un rôle actif dans la communauté mondiale<sup>15</sup>.

### **L'éducation pour une culture de la paix et le respect des droits de l'homme**

L'un des piliers de l'éducation est l'apprentissage de la vie collective dans la paix et l'harmonie. Il faut pour cela, en premier lieu, renforcer le sentiment de sa propre identité, de sa valeur et de la confiance en soi, avant d'apprendre à apprécier la culture de l'autre, à le respecter individuellement et collectivement, et à appliquer aux décisions qu'il prend les mêmes jugements moraux que ceux que l'on applique à l'intérieur de sa propre culture. Tels sont les apprentissages essentiels de la vie au 21<sup>e</sup> siècle.

Pourtant les écoles sont parfois influencées par des stéréotypes nationaux, profondément ancrés à l'égard des autres, par des sentiments et des visions de l'histoire trop nationalistes, des tensions encore récentes de caractère ethnique, religieux ou politique. Les écoles peuvent, en outre, transmettre sans le vouloir des opinions partisans comme, par exemple, par l'emploi de manuels rédigés sans discernement ou même dépassés par l'actualité. Le Projet de UNESCO d'écoles associées (ASPnet) a permis d'élaborer des stratégies et des moyens en vue de promouvoir les droits de l'homme et la paix dans l'enseignement. L'encadré 3 prouve que les écoles peuvent aussi devenir des filières pour construire la paix au niveau de la société.

#### **ENCADRÉ 3**

##### **Lutte contre la discrimination au Chili - Un entretien avec la ministre chilienne de l'éducation, Mariana Aylwin<sup>16</sup>**

*Question : Quels sont les problèmes spécifiques auxquels se heurte le système d'éducation au Chili ?*

Réponse : Le pays doit faire face à la "massification" (la progression généralisée) de l'éducation. Par ailleurs, notre système éducatif persiste à placer le contenu avant tout effort pour inculquer les valeurs sociales et morales. Les relations enseignants/élèves restent fondées sur la hiérarchie, ce qui laisse peu de place à la participation et à l'initiative des élèves. La société chilienne est, en outre, fortement marquée par des préjugés à l'encontre de certains secteurs de la population, et la violence pénètre dans nos écoles.

*Les écoles peuvent-elles aider les gens à vivre pacifiquement ensemble ?*

Une réforme de l'éducation chilienne a défini ce point et la citoyenneté comme objectifs fondamentaux de la vie scolaire, sous tous ses aspects. Nous voulons introduire dans la formation continue des enseignants le sujet de la résolution non violente des conflits. Des projets pilotes sont en cours d'exécution dans plusieurs régions du pays. Nous avons aussi un programme qui permet d'ouvrir les portes des écoles aux élèves et aux parents le samedi et le dimanche. Au fur et à mesure que les écoles s'impliquent dans la vie locale, elles deviennent des lieux de rencontre de caractère culturel, sportif et social.

*Les écoles peuvent, elles-mêmes, pratiquer la discrimination au lieu de la combattre. Comment éviter cela ?*

Au Chili nous avons un système d'inspection des enseignants qui prend en compte leur degré de tolérance, de compassion et de respect de la diversité, et de leurs efforts pour combattre la discrimination. Les manuels scolaires ont été très soigneusement rédigés de manière à éviter les contenus sexistes ou discriminants.

## L'éducation relative à la santé

Les chances qu'un enfant s'épanouisse pleinement dépendent étroitement des effets de la synergie entre une bonne santé, une bonne alimentation et une éducation appropriée. La santé et l'éducation ne sont pas seulement des fins en soi, ce sont aussi pour l'individu des moyens de mener une vie féconde et satisfaisante. La santé à l'école est un investissement dans l'avenir d'un pays et dans la capacité de son peuple à réussir sur le plan économique et social. Une bonne santé, une bonne alimentation sont donc des intrants et des produits essentiels de l'éducation de base. Pour participer pleinement au processus éducatif et en tirer le plus grand profit, les enfants doivent être en bonne santé et convenablement nourris. Les services de prise en charge des tout petits et les écoles primaires qui prennent soin de la santé des enfants et de leur alimentation peuvent améliorer les résultats des enfants scolarisés, au plan de l'apprentissage comme au plan de l'éducation, notamment chez les filles, et donc de la génération suivante aussi. En outre, un environnement scolaire sain, protégé et à l'abri des dangers peut contribuer à préserver les enfants des risques de maladie, de mauvais traitements et d'exclusion.

Améliorer la santé et l'apprentissage des enfants scolarisés par des services scolaires de santé et d'alimentation n'est pas une innovation. De nombreux pays le font, et de nombreuses agences en ont une expérience de plusieurs décennies. Cette expérience partagée a donné lieu à une action concertée entre des agences qui se sont associées pour élargir la portée des services scolaires de santé et les rendre plus efficaces. C'est ainsi que l'OMS, l'UNICEF, l'UNESCO et la Banque mondiale ont constitué une unité qui élabore des stratégies visant à rendre les écoles plus préoccupées par la santé, ce qui contribue à les rendre plus accueillantes pour les enfants. Ces agences ont lancé une nouvelle approche de l'éducation relative à la santé, intitulée FRESH (Focaliser les ressources sur l'amélioration de la santé scolaire). Le cadre du FRESH n'est qu'un point de départ pour un effort de plus vaste portée, qui se compose de quatre éléments :

- Des politiques scolaires relatives à la santé, comportant une formation aux savoir-faire et la fourniture de quelques services, sont susceptibles d'améliorer les conditions d'ensemble de la santé, de l'hygiène et de la nutrition des enfants.
- La fourniture d'une eau de qualité et de services d'hygiène à toutes les écoles peut servir cet objectif en donnant plus de poids aux messages dispensés par les écoles sur la santé et l'hygiène. Elle donne un exemple aux élèves et à la communauté en général.
- L'enseignement des savoir-faire relatifs à la santé fait porter tous ses efforts sur la mise en place de savoir, d'attitudes, de valeurs et de modes de vie indispensables pour la prise de décisions appropriées en matière de santé et leur suivi.
- Des services de santé et d'hygiène scolaires peuvent s'avérer très utiles pour la santé et l'alimentation s'ils sont simples, sûrs et familiers et traitent des problèmes courants, reconnus comme importants dans la communauté<sup>17</sup>

Une population en bonne santé et un environnement sûr sont des conditions indispensables à un avenir viable. Or au début du 21<sup>e</sup> siècle l'éducation de beaucoup d'enfants et de jeunes dans le monde est compromise par des circonstances et des comportements qui ébranlent leur



équilibre physique et psychologique. La faim, la malnutrition, le paludisme, la poliomyélite, les infections intestinales, la drogue et l'abus d'alcool, la violence et les blessures, les grossesses non désirées, le VIH/sida et autres maladies sexuellement transmissibles, tels sont quelques uns des problèmes auxquels ils sont exposés. C'est pourquoi les écoles doivent être non seulement des lieux classiques d'étude mais aussi des points d'appui très précieux pour la transmission d'une éducation et de services de santé.

Le VIH/sida inquiète beaucoup les enseignants et l'ensemble des systèmes éducatifs. Par son impact sur la vie des gens - et sur les possibilités de mener des activités économiques - l'épidémie constitue une menace sérieuse pour un avenir viable. L'expérience acquise par l'UNESCO, l'UNICEF, l'OMS et d'autres organisations donne les indications suivantes sur les orientations à prendre :

- Les questions de VIH/sida doivent être placées dans le contexte éducatif plus large de l'hygiène de la reproduction, des modes de vie, de l'usage des substances toxiques et d'autres questions de santé.
- Les services de prévention et de santé devraient non seulement enseigner aux jeunes les aspects biomédicaux de l'hygiène de la reproduction mais ils devraient aussi leur apprendre à réagir devant la complexité des relations humaines.
- Les programmes qui axent leur démarche sur les modes de vie ont les plus grandes chances de succès : ils aident les jeunes gens à se sentir plus responsables de leur vie en choisissant une vie saine, en renforçant leur résistance à l'égard des pressions malsaines et en refusant autant que possible les comportements à risque.
- Les services de santé et de prévention devraient s'adresser au plus jeune âge, et de toute façon bien avant le début de l'activité sexuelle.
- Les programmes de prévention et de santé devraient s'étendre à l'ensemble de l'environnement de l'éducation, à savoir, les cycles scolaires, les étudiants, les enseignants et les autres personnels scolaires, les parents et la communauté qui entoure l'école.

L'UNESCO étudie actuellement la manière dont les systèmes éducatifs doivent s'adapter aux situations nouvelles dues à la pandémie, afin d'apporter la preuve que la qualité de l'éducation dispensée aux apprenants est déterminante pour leur avenir en tant que personnes et membres de la société.

## **Éducation relative à la population**

L'éducation joue un rôle capital dans la recherche de la satisfaction des besoins élémentaires et du bien-être de la population mondiale. C'est aussi l'objectif primordial de toute politique relative à la population. Le développement durable exige en effet, plus que toute autre chose, de nouveaux modes de penser et d'agir. Dans ces conditions, il faut replacer le rapport entre éducation et population dans la perspective plus large de la lutte pour éliminer la pauvreté, faire triompher la justice et l'équité, le respect de l'environnement et le droit des générations futures à mener des vies saines et satisfaisantes.

L'éducation relative à la population s'efforce d'aider les apprenants à mieux comprendre la nature, les causes et les conséquences de la dynamique des populations et la façon dont elle influence le comportement des personnes, des familles, des communautés et des nations et, en retour, subit leur influence. Convenablement dispensée, l'éducation relative à la population est libératrice et formatrice, ce n'est ni un endoctrinement ni une propagande. Elle ne cherche pas à imposer des attitudes ou des conduites, mais à mettre les apprenants en mesure de prendre des décisions éclairées, qui servent leurs intérêts.

On peut résumer ainsi les enseignements tirés de la dernière décennie :

- L'éducation peut être mise résolument au service des objectifs concernant la population et la santé. Relever le niveau général de l'éducation s'avère, avec le temps, le meilleur moyen de traiter les problèmes de population. Des programmes spécifiques sont toutefois indispensables en face de difficultés pressantes telles que le VIH/sida, les groupes particulièrement vulnérables tels que celui des femmes pauvres et âgées dans les pays en développement.
- L'éducation relative à la population traite de valeurs et d'attitudes. Il est particulièrement important de les définir et de les classer lorsqu'il s'agit des questions délicates de sexe et de reproduction auxquelles les jeunes adultes sont confrontés, notamment les jeunes femmes. On s'efforce de leur apprendre à penser et à raisonner par eux-mêmes, à développer le respect d'eux-mêmes et des autres, à prévoir et planifier leur avenir et à peser soigneusement les implications et les conséquences de leurs choix, sur eux-mêmes et sur autrui.
- De très nombreuses campagnes d'éducation relative à la population se sont adressées uniquement aux filles et aux femmes. Elles les ont renseignées, à l'occasion, sur l'existence de services de santé. De nombreuses études ont montré que les filles et les femmes ont moins d'estime de soi et d'ambition que les garçons et les hommes, à situation égale. Bien conçues, bien menées, les campagnes d'éducation relative à la population peuvent constituer la contribution des écoles à ces problèmes.
- On reconnaît désormais que les femmes ne sont pas à même de préserver l'intégrité de leur vie sexuelle et reproductive dans les conditions de déséquilibre des forces où elles se trouvent vis-à-vis de leurs partenaires masculins. Bon nombre d'initiatives en matière de population commencent donc à inculquer aux garçons des représentations d'une masculinité aimante, réfléchie et responsable. Ainsi a été lancée toute une série de campagnes de recherche d'informations et d'encouragement à la préparation des garçons à une paternité effective, à une masculinité responsable, au partage égal de la prise de décisions sur la contraception et la fertilité et à une plus grande participation aux soins des enfants.
- Aucun élément n'est plus déterminant pour le succès de l'éducation relative à la population que la formation et la motivation des enseignants. Les écoles normales sont le point de départ stratégique où dispenser les informations nécessaires et, surtout, où montrer aux futurs enseignants les techniques de communication, les attitudes et les approches qu'un sujet lié à des comportements aussi intimes requiert.

En résumé, les campagnes qui ont réussi ont plusieurs points communs : elles paraissent bien adaptées aux conditions socio-économiques et aux structures administratives, leur message est cohérent, facile à comprendre et convainquant, les enseignants ont reçu une bonne formation et jouissent de l'appui total du système éducatif et de ses responsables.

## **Éducation pour le monde du travail**

Partout dans le monde, les parents ont, à juste titre, le désir de voir leurs enfants faire une bonne scolarité puis obtenir un emploi. Mais les emplois sont de plus en plus difficiles à trouver, surtout dans une économie soumise à une évolution rapide. La majorité des apprenants gagneront leur vie chez eux, au village, à la ferme, avec leurs familles en utilisant les ressources du milieu local, ou bien dans l'économie informelle ou "populaire" des villes. Ceux qui poursuivront leurs études à un niveau plus élevé pourront trouver un emploi dans l'économie classique, mais il leur faudra tout de même acquérir des connaissances et des savoir-faire complémentaires s'ils veulent aider leurs communautés à prendre des décisions

éclairées.

Les concepts de base et l'aptitude aux langues, aux mathématiques, aux sciences de la nature et aux sciences sociales sont importants mais la formation pratique pour gagner sa vie n'est pas moins indispensable. Dans les villages et les petites localités l'impréparation au travail a provoqué l'exode rural et, finalement la montée du chômage, de la pauvreté et de la criminalité dans les villes de nombreux pays. Satisfaire les besoins nécessaires à la vie durable, non pas simplement dans le secteur classique de l'économie et du travail exige une approche de l'éducation qui transmettrait aux jeunes les savoir-faire élémentaires pour leur permettre de prendre en main leur destin, d'élever leur niveau de vie et de prendre des décisions sur la façon de faire évoluer leur propre communauté, qu'elle soit urbaine ou rurale.

#### **ENCADRÉ 4**

##### **Papouasie-Nouvelle Guinée - Gagner sa vie Présentation du programme d'études**

Le cours intitulé "Gagner sa vie" est en voie d'installation dans le tronc commun des classes de niveau 6 à 8 ( d'environ 10 à 12 ans) de toute la Papouasie-Nouvelle Guinée. Les enseignants participant à ce cours pluriannuel sont invités à adopter une approche intégrée, à mettre en évidence, dans les autres sujets les contenus (connaissances et savoir-faire) ayant un rapport avec ce projet et à enseigner ce contenu non pas isolément mais dans le cadre du ou des projets retenus. Les élèves sont ainsi familiarisés, d'une façon cohérente, avec un corpus de savoirs en rapport avec la vie réelle.

##### **Objectifs**

Le cours "Gagner sa vie" vise à offrir à tous les élèves des expériences d'apprentissage qui leur permettront d'acquérir les techniques, les connaissances et les attitudes qui les prépareront à :

- comprendre toute une gamme de notions et de principes relatifs à la production de nourriture, l'utilisation et la gestion des ressources ainsi que les rudiments du commerce
- exploiter les ressources de façon durable afin d'améliorer la qualité de leur vie individuelle et de leur vie de membres de la communauté
- acquérir les techniques et les compétences professionnelles qui leur permettront de créer des emplois autonomes
- être en mesure de concevoir, d'organiser, de mettre en œuvre et d'évaluer un projet en rapport avec les besoins de la communauté
- développer leur confiance en eux-mêmes, leur autonomie et leurs aptitudes à vivre en société
- acquérir une attitude favorable au travail, accepter la responsabilité de leurs actes et respecter les autres
- accepter leurs droits et leurs responsabilités dans le cadre des valeurs spirituelles et sociales de leur communauté
- rechercher les occasions d'appliquer leurs connaissances et leurs compétences en participant collectivement à des actions dans les domaines de la santé, de la sécurité, de l'agriculture, de l'aménagement, du logement et du bien de la communauté
- aimer prendre soin de leur milieu naturel
- savoir comment et où trouver des informations et exercer sur elles leur sens critique pour contribuer à l'autonomie des individus et de la communauté
- exercer leur sens critique et trouver les meilleures solutions pour améliorer leur vie.

##### **Aperçu du contenu**

Le contenu du cours se divise en quatre filières principales :

*Aptitudes fondamentales* : aptitudes que les élèves apprennent et utilisent dans toutes les autres filières. Les enfants apprendront des techniques de recherche, de planification et de conception, de fabrication ou de production, de commercialisation et d'évaluation.

*Amélioration des conditions de vie* : Les élèves apprennent les moyens pratiques de satisfaire leurs besoins élémentaires et d'améliorer leur qualité de vie. Ils utilisent les matériaux appropriés et un ensemble de techniques et d'instruments pour fabriquer un produit répondant à un besoin fondamental ou permettant de résoudre un problème.

*Gestion des ressources* : Les élèves apprennent à exploiter leurs ressources de manière durable et rentable. Ils acquièrent des techniques d'amélioration de la production d'aliments et de soin à apporter à leur environnement.

*Amélioration de la vie communautaire* : Les élèves apprennent les techniques de participation aux activités de leur communauté et d'instauration de bonnes relations dans le travail collectif.

## **Éducation relative à la protection et à la gestion des ressources naturelles**

L'éducation, sous toutes les formes, contribue largement aux efforts pour protéger les écosystèmes et intégrer la gestion des ressources naturelles à l'économie d'énergie par la sensibilisation, l'acquisition des connaissances, des aptitudes et des valeurs. L'éducation relative à la biodiversité est très bien assurée par les nombreuses ONG qui s'intéressent à des écosystèmes locaux ou mondiaux. Les responsables de jardins botaniques, de musées et d'autres centres d'étude non formels y ont beaucoup contribué, ainsi que les documentaires télévisés et l'ensemble des médias. Cependant certaines actions, peu nombreuses, restent attachées à une approche de l'éducation étroite et limitée à l'aspect physique du milieu. Plusieurs producteurs d'énergie ont élaboré des programmes éducatifs sur l'énergie, qui replacent les questions sociales et environnementales dans l'enseignement plus large de la physique de l'électricité, des sources d'énergie alternatives ou renouvelables et l'intérêt d'économiser l'énergie.

De toutes les ressources naturelles, l'eau est la plus précieuse : elle doit donc occuper une place privilégiée dans l'éducation en vue du développement durable. Les gouvernements, les agences de l'eau, les ONG pour la protection de la nature et les associations communautaires ont tous joué un rôle prédominant dans la conception de projets de surveillance continue par les intéressés eux-mêmes de la qualité de l'eau, qui rapprochent les écoles des communautés locales et de leur environnement. Des programmes tels que GREEN (Global Rivers Environmental Education Network), Waterwatch, Streamwatch, Ribbons of Blue, the Schools Water Action Project (SWAP), Springs Project, etc. ainsi que les programmes concernant la protection de la mer et des côtes, tels que Coastwatch, Coastcare, Adopt-A-Beach, le Projet de la mer Baltique etc. ont réussi à susciter l'intérêt et le désir d'agir pour un avenir viable.

Certes les programmes qui ont donné le plus de résultats sont ceux qui évitent de faire croire que la sensibilisation engendre la connaissance, que la connaissance produirait automatiquement l'intérêt, qui motiverait la mise en place d'aptitudes et d'actes. Au contraire, le secret de la réussite consiste à partir des questions, des sujets d'intérêt et des problèmes qui intéressent les jeunes eux-mêmes et à les aider à mettre en place une "compétence à agir" par le biais d'un apprentissage prenant sa source dans la communauté. La compétence à agir apporte avec elle l'aptitude à envisager des solutions de remplacement, à mieux définir les valeurs et les intérêts qui sous-tendent des visions différentes et à faire des choix entre ces visions. Il faut pour cela développer l'aptitude à faire des projets, à agir et à évaluer l'action, qualités indispensables à des citoyens actifs et bien informés. La compétence à agir apporte avec elle la connaissance, non pas simplement du problème et de ses symptômes mais aussi

de ses causes premières, son impact sur la vie des gens, sur la façon de le traiter et sur les différents types de solutions qui répondent à différents intérêts.

### **ENCADRÉ 5**

#### **Mallettes pédagogiques d'analyse de l'eau - Distribuer les outils scientifiques <sup>18</sup>.**

Share-Net, un collectif qui produit en Afrique du Sud des matériels éducatifs peu coûteux, met au point des instruments d'analyse de la qualité de l'eau à l'intention des écoles. Pour adapter le processus aux conditions locales il fallait que l'appareil soit moins cher et plus simple que celui qui est utilisé aux Etats-Unis. On a distribué des boîtes métalliques de confiture et des petites boîtes en carton, renfermant des instruments très simples, pour analyser la contamination par les coliformes (dans les eaux usées), la turbidité (érosion du sol), les nitrates (teneur en engrais), le pH etc. Une notice était incluse dans le paquet avec des indications pour mesurer la qualité de l'eau prélevée. Le sigle ACTION servait à guider les utilisateurs dans le parcours de l'opération : A (en anglais, demander) pour questionner les habitants de la localité sur les changements de qualité observés dans leur fleuve ou leur ruisseau ; C pour relever les caractéristiques visibles du lieu de prélèvement; T pour analyser l'eau, grâce à l'appareil fourni ; I pour informer les habitants et les responsables sur les résultats ; O pour suggérer les grandes lignes d'un plan de protection du bassin; N pour établir un réseau engageant d'autres personnes dans l'action.

Les mallettes d'analyse de l'eau ont remporté un grand succès aussi bien chez les enseignants que chez les élèves, puisque depuis 1993 quelque 2 000 à 2 500 mallettes ont été vendues. Elles étaient suffisamment bon marché et adaptées pour stimuler l'imagination aussi bien des élèves travaillant sur des projets scientifiques "médaille d'or" que celle des élèves d'écoles d'agriculture, désireux d'analyser la qualité de l'eau potable de leur citerne d'eau de pluie. En peu de temps s'est créé dans tout le pays un réseau de projets de surveillance de la qualité de l'eau, pour lequel on avait adapté le contenu des mallettes et le plan des leçons aux conditions et aux besoins locaux, grâce à des ateliers et du maillage des écoles.

Share-Net tient toutefois à faire savoir que les mallettes d'analyse de l'eau et les technologies qui leur sont associées ne sont pas une fin en soi : elles doivent servir à améliorer les processus éducatifs, dans le contexte plus vaste de la capacité de l'éducation à stimuler un apprentissage conceptualisé, sensible et responsable, susceptible de stimuler la volonté de changer la société et l'environnement.

### **L'éducation pour une consommation viable**

La consommation se trouve au cœur du débat sur le développement durable puisqu'elle concerne le droit des gens à vivre et travailler dans un environnement propre, dans de bonnes conditions sanitaires et sociales. Mais ce qu'on entend par consommation et mode de vie durables dépend des circonstances et de la culture. Dans les pays du Nord, par exemple, de grands efforts doivent être faits pour réduire les impacts de la consommation alors qu'au Sud celle-ci peut être appelée à augmenter par souci d'égalité, sans quoi les besoins élémentaires de l'homme en matière d'alimentation, d'eau, de logement, d'éducation, de santé et de transport des 4,4 milliards de personnes vivant dans les pays du Sud pourraient ne pas être satisfaits.

L'éducation pour le développement durable a donc une mission entre autres, à remplir notamment dans les pays du Nord, c'est d'expliquer les causes de ces disparités et les diverses méthodes permettant de déterminer les conséquences sur la société et sur l'environnement des

modes de consommation du Nord et ce, grâce à une réduction minimale - voire nulle - du train de vie de ses habitants

Les programmes de l'éducation doivent prendre en compte les questions de consommation viable de telle sorte que les jeunes puissent décider du juste équilibre entre leurs droits de consommateurs et leurs responsabilités de citoyens. Ces programmes ne doivent pas se contenter de modifier les attitudes et les valeurs mais aussi encourager la compétence à agir et la faculté d'agir de manière démocratique et réfléchie pour faciliter l'avènement du changement. De tels programmes doivent reposer sur au moins trois principes essentiels :

- Les programmes qui apportent des renseignements sur les faits de l'environnement et sur le besoin de changement ou cherchent à prescrire des comportements sont habituellement inefficaces.
- Les programmes devraient donner à comprendre *pourquoi* de tels changements sont nécessaires et aider les gens à examiner des solutions de rechange afin qu'ils trouvent celles qui s'accordent à leur façon de voir.
- Les programmes devraient donner aux gens l'occasion de découvrir et d'exercer des aptitudes telles que la résolution des problèmes et la prise de décisions.

## **ENCADRÉ 6**

### **L'avenir vous appartient-il ? YouthXchange : pour des modes de vie durables** <sup>19</sup>

La jeunesse du monde entier est partie prenante du développement durable et en constitue l'un des précieux maillons. La façon de penser des jeunes et leurs schémas de consommation sont déjà en train de façonner l'avenir. C'est pourquoi le PNUE et l'UNESCO ont lancé un projet de recherche sur la jeunesse et la consommation viable, qui étudie la façon de traduire en actes de la vie quotidienne la consommation viable. Une enquête a été effectuée auprès de 10 000 jeunes de 18 à 25 ans dans les grandes villes de 24 pays. Elle leur demandait quel était l'impact de leurs modes de vie sur l'environnement et sur la société. Des études de cas approfondies ont été effectuées dans six pays. La première étape consistait à demander aux jeunes ce qui les intéressait, comment ils consommaient et comment ils entendaient façonner leur avenir.

Une mallette pédagogique, ou boîte à outils, intitulée *YouthXchange : Vers des modes de vie durables* a été conçue afin d'aider les groupes de jeunes, les ONG et les enseignants à sensibiliser la jeunesse quant à la consommation durable, et à la mettre en état d'orienter davantage ses achats dans le sens de la viabilité. La publication donne des informations fiables et claires, spécialement adressées aux jeunes, sur la signification de la consommation durable et les défis qu'elle pose. La mallette se compose de deux éléments :

Un guide (imprimé et accessible sur le web) en forme de carte routière indiquant les enjeux : les rapports entre production et consommation, les achats viables (étiquettes, possibilités de choix etc.), transport et déchets (emballage, réemploi, recyclage etc.), économie d'énergie, utilisation de l'eau, santé (sécurité alimentaire, modes de vie personnels etc.), conditions de travail (travail d'enfants, procédés toxiques etc.) et l'aptitude à décrypter le contenu des médias (comprendre la publicité, les films, la musique etc.).

Le coin des formateurs ; un plan du site web pour en tirer le meilleur parti. Avec la brochure, c'est l'outil de base grâce auquel les dirigeants des associations de jeunes, les ONG etc. peuvent utiliser et développer le contenu et s'exercer aux démonstrations de la consommation durable.

Un atlas de données et de chiffres : Interactif, l'atlas présente, sous une forme graphique, les statistiques des schémas de consommation du monde entier, fait ressortir les disparités entre

les modes de consommation et le type de demande dans le monde, ainsi que les questions de sous-consommation.

Pratiques améliorées : Analyse de quelques études de cas de sociétés, d'institutions et d'ONG qui encouragent les apprenants à choisir les attitudes les plus efficaces pour une consommation viable. Cette section aboutit à la présentation d'un ensemble de lignes directrices concises et pratiques. C'est l'un des aspects les plus importants de la mallette.

Test et jeu : Des tests interactifs pour faciliter la sensibilisation à des questions d'une portée plus large telles que l'économie d'énergie, le recyclage, les données de base de la nutrition, le décryptage des médias etc. Cette section traite le sujet sous une forme plus ludique, par une série de questions et réponses qui mettent à l'épreuve les progrès du savoir et de la sensibilité de l'apprenant.

Possibilités d'emploi : Cette partie met en vedette des projets menés à bien par des jeunes, pour prouver que leur action peut être déterminante. Elle les renseigne sur les emplois, les voyages et le volontariat dans le monde entier.

Les dix principes : Dix principes élémentaires qui permettent à tout formateur ou utilisateur de traiter les questions, en ciblant les centres d'intérêt des jeunes. Cette section montre aussi ce que l'on entend par les efforts pour rendre une communauté viable.

FAQs : Une liste de questions fréquemment posées sur la consommation durable et les droits des jeunes consommateurs énumère de façon succincte les principaux enjeux environnementaux et sociaux tels que l'Évaluation du cycle de la vie, la gestion des déchets, les "choix verts", l'économie d'énergie, le travail des enfants etc.

Liens : Une liste de sites web intéressants, groupés par thèmes, assortis d'une courte description.

## Résumé

Cette section constitue un résumé des enseignements tirés des efforts menés pendant la dernière décennie pour s'appuyer sur l'éducation de base et concevoir un plan d'études axé sur une série holistique d'objectifs, sur l'interdisciplinarité et l'apprentissage centré sur l'apprenant.

Cette section a mis en relief les aspects de l'apprentissage qui facilitent la transition vers la viabilité, tels que l'éducation pour l'avenir, l'éducation pour la citoyenneté, pour une culture de la paix, d'égalité des sexes et le respect des droits de l'homme, pour la santé, l'éducation en matière de population, l'éducation pour la préservation et la gestion des ressources naturelles et pour la consommation viable.

Cette orientation exige, entre autres, que l'on accorde une plus grande place, dans les programmes d'études, aux humanités et aux sciences sociales. La primauté généralement accordée à la science comme fondement pour l'étude de la nature, et le contexte souvent apolitique dans lequel elle est enseignée, doivent être contrebalancés par l'étude de l'économie politique, des sciences sociales et des humanités. L'étude de l'interaction entre les processus écologiques pourrait alors être mise en regard, de façon holistique et cohérente, des modes de vie locaux, des préoccupations et des besoins des familles et de la communauté, des valeurs culturelles, des forces du marché, de la prise de décisions équitables, de l'action du gouvernement et de l'impact sur l'environnement. Un tel modèle d'études fait de la notion de citoyenneté l'une de ses principales finalités. Cela demandera sans doute la révision d'une multitude de programmes pédagogiques et la conception d'objectifs et de contenus de l'éducation, de processus d'enseignement, d'apprentissage et de contrôle des connaissances, qui mettent l'accent sur les vertus morales, la motivation éthique et l'aptitude à travailler avec les autres pour créer un avenir viable.

## Quatrième leçon

---

### L'éducation en vue de la transformation rurale

***L'éducation est la clef de la transformation rurale : c'est un facteur indispensable à la vitalité économique, culturelle et écologique des zones et des communautés rurales.***

Les problèmes de pauvreté et de dénuement des zones rurales ainsi que leur débordement dans les zones urbaines ne sauraient être résolus en freinant l'urbanisation et en confinant les ruraux dans leurs localités - ce qui, de toute façon serait impossible... Faire en sorte que l'éducation serve à transformer la vie rurale, telle doit être l'un des premiers objectifs du programme l'Éducation pour tous 20.

Cet enseignement a été tiré des travaux de l'UNESCO, des autres agences internationales, des gouvernements, des systèmes éducatifs, et de nombreux autres organismes et protagonistes qui ont cherché à préciser la notion d'éducation pour le développement durable et ses messages principaux, à intégrer l'éducation dans les statistiques et les plans d'action nationaux pour le développement durable, à réviser les politiques nationales en matière d'éducation et à promouvoir les investissements dans l'éducation et la sensibilisation du public - les cinq grands objectifs du Programme international de travail de la CDD sur l'éducation, la sensibilisation du public et la viabilité.

Une bonne partie sinon la totalité des buts visés par l'éducation et le développement au XXI<sup>e</sup> siècle ne peuvent être atteints si l'on n'accorde pas une attention particulière aux populations rurales. En dépit d'une urbanisation rapide, trois milliards de personnes, soit 60 pour cent de la population des pays en développement et la moitié de la population mondiale vit encore dans des zones rurales. Dans les pays du Sud, un enfant sur cinq ne fréquente toujours pas l'école primaire et, même si les statistiques sur la proportion d'enfants scolarisés en zones rurales par rapport aux zones urbaines sont rares, de nombreux pays indiquent que l'absentéisme dans les écoles, l'abandon de la scolarité, l'illettrisme des adultes et l'inégalité entre les sexes dans l'éducation sont nettement plus élevés dans les zones rurales, de même que la pauvreté. Les disparités entre villes et campagnes en termes d'investissements dans l'éducation et de qualité de l'enseignement et de l'apprentissage sont également très fréquentes.

La population rurale et les zones rurales ne sont, évidemment, pas homogènes, et pour que l'éducation leur soit adaptée il importe de répondre à la diversité des circonstances. Les activités pédagogiques doivent être mises en rapport avec les besoins spécifiques de la communauté rurale quant aux savoir-faire et aux capacités de saisir les occasions offertes par l'économie, améliorer les moyens d'existence et la qualité de la vie. Une approche pluri-sectorielle s'adressant à tous les âges et à toutes les formes de l'éducation - formelle, non formelle et informelle - est nécessaire. Tous ces facteurs sont pris en compte dans le Programme phare d'éducation des ruraux, mis en place par la FAO, l'UNESCO et l'EPT.

#### **Soin et éducation de la petite enfance**

Les crèches et garderies complètent et renforcent l'apprentissage dispensé par la famille. Elles offrent à l'enfant ses premières occasions d'apprentissage formel et préparent l'enfant à l'entrée dans l'école primaire. Dans le contexte de la ruralité, elles peuvent compenser, du moins partiellement, les inconvénients de la pauvreté du foyer et du milieu familial. Selon des



modalités qui varient avec les circonstances, tout programme d'éducation des tout petits destiné aux communautés rurales devra couvrir les besoins suivants :

- confier le soin et l'éducation des enfants à des personnels aimant les enfants et appartenant, autant que possible, à la communauté ou au village des enfants
- un environnement d'apprentissage, des méthodes et du matériel pédagogiques assez stimulants et vivifiants pour attirer et retenir l'attention de l'enfant
- des soins d'hygiène et d'alimentation adaptés au développement physique et mental des enfants et des soins thérapeutiques et des compléments nutritifs qui améliorent leur état

### **Programmes scolaires adaptés**

Les programmes de développement social et économique des zones rurales doivent prendre en compte à la fois les modes traditionnels du savoir, les connaissances "savantes" et les savoir-faire pratiques. L'Encadré 7 donne l'exemple de la manière dont les écoles des zones rurales peuvent réaliser cet objectif tout en contribuant aux progrès de la communauté.

Il est également important que les programmes scolaires mettent l'accent sur l'apprentissage des savoir-faire pratiques tournés vers les moyens d'existence en économie rurale, tels que :

- la gestion des fermes, la prise de décisions rationnelles, la tenue des comptes, le calcul des coûts et des bénéfices et le recours au crédit
- l'emploi de pratiques agricoles améliorées
- le stockage, la transformation et la conservation de la nourriture
- des compétences complémentaires pour entretenir et améliorer la ferme, ainsi que des emplois d'appoint pour augmenter les revenus
- la connaissance des services, des politiques et des programmes du gouvernement
- la connaissance et les savoir-faire pour le bien-être de la famille (en matière de santé, d'alimentation, d'économie domestique, de soins à donner aux enfants, de planification des naissances, par exemple)
- des compétences techniques nouvelles et améliorées dans le domaine de certains biens et services particuliers
- des compétences de gestion (organisation des affaires, tenue de statistiques, comptabilité, vérification des achats et de l'inventaire, méthodes d'analyse du marché et de vente, relations avec la clientèle et les employés, connaissance des services du gouvernement, des règlements, des taxes et recours au crédit)
- l'aptitude à entraîner les autres dans l'enthousiasme à l'activité collective dans la communauté, à mener des travaux en équipe et à obtenir l'appui des échelons supérieurs de la hiérarchie 21.

#### **ENCADRÉ 7**

##### **Les écoles et la transformation rurale - Étude du cas de Bhorletar, au Népal <sup>22</sup>**

Bhorletar est une localité de quelque 150 maisons, qui connaît une expansion rapide, dirigée par un comité de développement élu par le village. Son centre se construit rapidement - 35 nouvelles maisons l'année dernière, dont 20 construites par de nouveaux arrivants. En l'absence de mesures d'urbanisme, l'expansion se traduit par la pollution du canal du village, l'accumulation d'ordures non ramassées et le manque d'hygiène. C'est à beaucoup d'égards un village népalais typique. La terre y est rare, alors que la plupart des villageois sont tributaires de l'agriculture. La moitié environ des terres du village est cultivable, mais chacun des 3 000 habitants dispose de moins d'un demi hectare.

On a commencé en 1990 à dresser des plans d'environnement pour Bhorletar. Un système

"d'évaluation de la participation à la vie rurale" a été mis au point pour réunir des renseignements sur l'agriculture et la vie du village, sous tous leurs aspects. Cela a demandé la réalisation de cartes précises de l'utilisation des sols. Un maître d'école a été formé à cet effet, aidé par le comité de direction, local et l'ensemble de la communauté. Les élèves du cours de géographie du niveau secondaire, aidés par leur professeur ont effectué le travail de cartographie et de cadastre des terres agricoles.

Le professeur a commencé par faire une description des caractéristiques du village, qui a été révisée plusieurs fois. Elle couvrait le nombre de sources, les petits bois, l'essence des arbres, les glissements de terrain, les modèles culturels et les zones sensibles aux catastrophes naturelles. Elle signalait plusieurs difficultés : la déforestation croissante en raison de l'augmentation de la population, le manque de terres arables et de bois de chauffage, l'absence de toilettes, rendues indispensables en raison de l'augmentation de la population, l'inondation et l'érosion des vallées fluviales, les maladies des animaux domestiques, la carence en eau potable saine et l'arrivée de plus en plus importante d'immigrants sans terre.

Pour finir, un plan d'environnement a été dressé sur la base de cette étude par les villageois eux-mêmes et approuvé au cours de rencontres avec le conseil local du district et des représentants des divers services de l'administration centrale.

Le village a choisi les activités qu'il voulait mener en priorité et élaboré une série de solutions souhaitées. Elles couvraient : la protection de la forêt par la communauté, l'usage de réchauds à bois plus efficaces, des toilettes nouvelles, des barrages de protection et la plantation de forêts pour lutter contre les inondations, l'élevage de canards pour faire disparaître les escargots, l'amélioration des routes, la création de jardins potagers pour la vente de leurs produits, et un nouveau poste de santé.

La priorité est allée à l'eau potable, qui devait être fournie par un système de canalisation et de robinets, actionné par gravité, ainsi qu'un système de maintenance à long terme par la communauté, la protection du bassin versant, la construction de toilettes, la plantation d'arbres fruitiers et de légumes favorisée par la présence de l'eau. Tous les villageois ont participé à la construction et à l'installation de la conduite, qui alimente 22 robinets. On avait prévu un robinet supplémentaire pour l'école primaire, pour lequel les parents fournirent tout le matériel. Des règles ont été établies pour l'utilisation des différents robinets (dont certains sont réservés à l'eau potable).

## **Formation aux professions rurales**

Si la formation permanente est importante, sous toutes ses formes, aucune ne l'est autant que celle qui crée des chances d'améliorer les revenus. Dans les centres d'apprentissage des communautés, il faut prévoir des programmes permanents pour relever le niveau des savoir-faire, les affiner et enseigner de nouvelles compétences qui aident les communautés rurales à se rapprocher des nouveaux marchés qui se font jour dans les zones urbaines environnantes.

Avant de concevoir un programme qui réponde aux besoins de la communauté, il faut effectuer des recherches pour évaluer le niveau réel, les types de savoir-faire et les demandes des marchés locaux et voisins. Les centres scolaires d'apprentissage ont ensuite besoin de formateurs préparés à prodiguer, pendant le temps nécessaire, les enseignements

pratiques, jusqu'au niveau souhaitable. En même temps il faut fournir une quantité de matières premières et de machinerie et d'outillage. Enfin, les programmes ne devraient pas se répéter tels quels, mais évoluer de façon à répondre à des besoins fluctuants.

Les programmes de formation professionnelle et technique sont très performants lorsqu'ils sont en prise avec des petites sociétés industrielles ou coopératives travaillant au plan local ou dans des localités voisines, susceptibles de fournir l'expertise indispensable, puis d'exploiter les compétences acquises, en absorbant le personnel qu'elles ont contribué à former. Certains pays sont même allés plus loin en situant au niveau du district des institutions financées par le pouvoir central, ayant les moyens financiers et techniques de faciliter et d'aider les programmes de formation organisés par des centres communautaires d'apprentissage.

### **Formation permanente**

La formation permanente est au cœur de la transformation de la vie communautaire rurale afin, si possible, de développer et d'enrichir l'esprit de leurs membres. C'est possible à condition que la population ait librement accès à des salles de lecture et des services de bibliothèque attrayants. Les gestionnaires de projets d'éducation continue doivent absolument s'assurer que des salles de lecture et des bibliothèques bien situées, bien fournies en livres et en périodiques, soient accessibles à tous les membres de la communauté. Elles devront répondre à la fois au besoin d'apprendre et de s'informer et au pur plaisir de la lecture. Si des cyber-cafés peuvent rapidement émailler le paysage urbain, il n'y a pas de raison pour que les communautés rurales n'aient pas de bibliothèques ou centres d'information équipés de télévision et de liaisons Internet.

#### **ENCADRÉ 8**

##### **Dépasser l'alphabétisation avec l'ANTEP <sup>25</sup>**

Aux Philippines en 1996, une ONG intitulée ANTEP (Association pour une éducation non traditionnelle aux Philippines) cherchant à éduquer des jeunes aussi bien que des adultes, a lancé un programme d'éducation non formelle en partenariat avec le Fonds de développement philippino-canadien. L'ANTEP a mis en place, dans le cadre de ce programme, un nouveau cycle d'études qui, à beaucoup d'égards, prenait le contre-pied des contenus traditionnels. Au lieu de commencer par des sujets concrets comme la santé et les compétences techniques, pour passer à un apprentissage conceptuel, plus abstrait se rapportant à la société et à l'épanouissement de la personnalité, il commençait par aider les participants à se faire leur propre idée des grands problèmes de la vie et de la société, ainsi que des questions religieuses et philosophiques, le genre de questions que beaucoup d'adultes, qu'ils sachent lire et écrire ou non, se posent constamment. Le cycle d'études passait alors aux préoccupations d'ordre social, telles que comment vivre en harmonie avec des personnes qui sont différentes, et savoir communiquer. Ce n'est que dans une étape plus tardive que les compétences techniques nécessaires pour gagner sa vie étaient abordées. La lecture et l'écriture étaient enseignées tout au long du cycle, mais plus précisément dans les derniers stades, alors que les premiers consistaient davantage en enseignements oraux.

En décembre 1998 l'ANTEP a effectué un contrôle de fin de programme du projet pilote. Il en est ressorti que :

- l'alphabétisation fonctionnelle est un élément essentiel de tout programme visant à améliorer la vie d'une communauté : elle suscite une participation accrue et une appropriation de l'apprentissage; elle peut être un outil efficace de sensibilisation à des

questions intéressant la société, comme la violence envers les enfants, les inégalités entre sexes et enfin l'environnement.

- La sensibilité accrue et le développement des compétences pour utiliser des matériaux appropriés aux conditions locales ont aidé les apprenants à s'impliquer dans les décisions de la classe, ce qui a facilité un apprentissage en profondeur.
- Intéresser le gouvernement local et autres pouvoirs locaux est indispensable à la viabilité du programme.
- Il est vivement conseillé de découvrir dès le début du programme des médiateurs dans la communauté. Le médiateur potentiel doit s'affirmer progressivement, en se formant sur le tas.
- Si on inclut dans le programme, des systèmes de suivi, d'évaluation et d'information en retour, la révision ou la modification des processus d'apprentissage employés en est facilitée et leur qualité en est améliorée.
- Impliquer les familles des apprenants au stade des préparatifs réduit les abandons précoces et soutient la motivation des apprenants jusqu'à la fin du cours.

## Résumé

En somme, le développement durable a tout à gagner des politiques et des programmes d'éducation pour la transformation de la vie rurale qui :

- comblent le déficit de moyens éducatifs, notamment dans les régions rurales
- traduisent fidèlement en termes de stratégies d'EPT les difficultés rencontrées par les ruraux
- mettent en place des statistiques et des systèmes d'information sur la gestion de l'éducation qui reflètent mieux les réalités de la vie rurale
- facilitent le transfert, l'adaptation, et l'emploi de la technologie appropriée des pays riches en direction des pays pauvres
- apportent aux ruraux les bienfaits de la technologie de l'information et de la communication
- contribuent à affirmer l'existence d'une communauté d'apprenants en zones rurales et à créer des partenariats internationaux et régionaux servant de base d'appui pour des activités, la programmation et le suivi destinés à promouvoir l'éducation pour la transformation de la vie rurale.

# Cinquième leçon

---

## L'éducation permanente

***L'éducation permanente - qui englobe l'éducation des adultes et de la communauté, l'enseignement technique et professionnel adapté, l'enseignement supérieur et la formation des maîtres - est une composante essentielle du renforcement des capacités pour un avenir viable.***

L'éducation permanente garantira que, à une époque où continue à se développer la technologie de l'information et de la communication, nous ne verrons plus les mêmes "riches" et les mêmes "démunis" que dans le passé. Nous devons, en même temps, veiller à exploiter les compétences de tous pour l'épanouissement de chaque individu et assurer notre survie économique en tant que nation. L'éducation permanente est indispensable, par ailleurs, pour maintenir la cohésion et le bon entente d'une société qui permet aux personnes de devenir des citoyens actifs, qui encourage la créativité et où les communautés peuvent être efficacement aidées contre le risque de reproduire des générations de défavorisés <sup>24</sup>.

Cet enseignement est tiré des travaux de l'UNESCO, d'autres agences internationales, de gouvernements, de systèmes d'éducation et de nombreux organismes et protagonistes qui s'efforcent de préciser et de faire connaître le concept et les grands messages de l'éducation pour le développement durable, de rattacher l'éducation aux stratégies et plans d'action nationaux du développement durable, de passer en revue les politiques nationales de l'éducation et de favoriser la sensibilisation du public, quatre des cinq grands objectifs du Programme international d'action de la CDD pour l'éducation, la sensibilisation du public et la viabilité.

Le concept d'éducation permanente, qui s'étend tout au long d'une vie, est la plus importante des innovations qui soit apparues dans les théories récentes de l'éducation. Le développement durable exige non seulement que l'éducation se prolonge pendant toute la vie, mais qu'elle englobe la vie tout entière, ce qui revient à dire que cette approche de l'éducation bénéficie à tout le monde, fait appel à tous les domaines du savoir et tend à intégrer l'apprentissage dans toutes les grandes activités humaines.

L'époque où l'éducation était le domaine de l'enfance, le travail l'affaire des adultes est révolue depuis longtemps. L'éducation, à tous les niveaux, est un processus continu, où l'instruction est offerte aux gens à tous les stades de leur vie, de façon formelle et informelle, par des systèmes divers. Son fondement est l'éducation de base, qui s'étend, au-delà de l'école maternelle, primaire et secondaire, jusqu'à l'apprentissage de la lecture et de l'écriture par les adultes qui ont manqué, dans leur jeunesse, les grandes occasions de bénéficier de l'éducation. C'est seulement en adoptant ce point de vue que nous réussirons à inclure les exclus et à toucher ceux qui ne pourraient l'être autrement.

Le Sommet du G8 réuni à Cologne en 1999 a publié une charte de l'éducation permanente. Elle déclare que la mondialisation pose à chaque pays le défi de devenir une société d'apprenants et de veiller à ce que ses citoyens soient pourvus du savoir, des techniques et des qualifications dont ils ont besoin, pas seulement pour améliorer leur niveau de vie, mais aussi pour améliorer la qualité de leur vie. L'économie et les sociétés prennent de plus en plus appui sur le savoir ; l'éducation et les savoir-faire sont donc indispensables à la réussite économique, à la cohésion sociale et à la responsabilité civile.

L'éducation permanente peut englober certains aspects de l'éducation de base, il n'en reste pas moins que l'éducation des adultes et de la communauté, l'enseignement technique et professionnel approprié, l'enseignement supérieur et la formation des enseignants sont des composantes essentielles du renforcement des capacités pour un avenir viable.

## **Éducation des adultes et de la communauté**

Œuvrer pour le développement durable dépend en dernière analyse, de la sensibilisation du public, de sa compréhension et de son soutien. Dans les sociétés démocratiques, la politique reflète la volonté des individus. C'est là que la sensibilité du public et sa compréhension de la nécessité du développement durable s'exprime, en apportant son appui aux lois, aux règlements et aux politiques favorables à l'environnement.

Les gens expriment leurs préférences en décidant comment dépenser leur argent et en votant. L'action publique, qu'elle se manifeste par le vote ou autrement, dépend de quelque chose qui va au-delà de la "sensibilisation du public" : il y faut encore la compréhension des enjeux et des conséquences à attendre de tel achat ou de telle décision électorale. Cette compréhension est à la base de la possibilité qu'ont les individus de jouer pleinement leur rôle de citoyens, de consommateurs et d'êtres responsables et conscients du bien public.

La sensibilisation du public et sa compréhension apparaissent à la fois comme des conséquences de l'éducation et comme moyen d'influencer le processus éducatif. Un public bien informé de la nécessité du développement durable veillera soigneusement à ce que les organismes publics d'éducation intègrent dans leurs programmes l'étude des sciences et autres matières permettant aux gens de s'impliquer réellement dans des activités orientées vers le développement durable.

A la sortie de ce type de cours, les apprenants veilleront, à leur tour, à ce que les pouvoirs publics fassent, dans tous les plans de développement, la part qui lui est due à la protection de l'environnement.

### **ENCADRÉ 9**

#### **Éducation de la communauté au lac Chilika, en Inde**

La Journée mondiale des terres humides a été célébrée au lac Chilika le 2 février 2002 pour encourager la population à faire un usage raisonnable des terres humides et de leurs ressources. Le lac Chilika a été affecté par la boue, qui a bouché ses canaux d'entrée et de sortie, par l'envahissement des mauvaises herbes, par une diminution de sa superficie en eau, et une réduction de la capture des poissons due aux difficultés de migration des eaux de mer, il s'est trouvé très exposé aux inondations, etc..

Pallishree a mis sur pied, en accord avec la Chilika Development Authority, un programme d'activités, en collaborant, au plan local, avec les personnes ayant des intérêts en jeu, les communautés et les enfants des écoles. Plus de 5 000 personnes y ont participé. L'activité principale était une course de bateaux. Il y a eu également l'observation des dauphins de l'Irawady (espèce menacée de disparition, qu'on ne trouve qu'à Chilika), l'observation des oiseaux, une pièce de théâtre sur les terres humides, un spectacle pour les enfants et un programme interactif pour les parties prenantes.

Pallishree a, par ailleurs, créé cinq Centres de sensibilisation et d'éducation relative à l'environnement. Leurs activités ont fortement influencé l'attitude et le comportement des habitants et leur vision de l'utilisation rationnelle des ressources du lac. Ces centres appliquent des programmes éducatifs qui sensibilisent le public, améliorent leurs revenus et familiarisent les habitants des localités respectives aux travaux de préservation de l'environnement.

La Chilika Development Authority et Pallishree déclarent avec assurance que la Journée mondiale des terres humides sera toujours célébrée au lac Chilika en tant que moyen de confirmer la confiance des habitants dans l'utilisation viable des ressources du lac et prouver la volonté de l'Authority de faire respecter l'utilisation rationnelle des terres humides et de leurs ressources.

L'examen de l'éducation des adultes et de la communauté a mis en relief deux aspects particulièrement intéressants pour le développement durable : tout d'abord, les femmes sont souvent les premières à prendre conscience des problèmes que pose le développement durable. Elles les remarquent, par exemple, au sein de leur communauté, dans la qualité de l'eau potable, la perte de productivité des sols, la santé de leurs enfants. Ce sont souvent elles qui se mobilisent pour agir de façon déterminante à cet effet. Cette relation essentielle entre les personnes de sexe féminin et le développement durable indique que l'éducation des filles et des femmes doit être placée au cœur de l'éducation pour un avenir viable.

En second lieu, et souvent par voie de conséquence, on s'aperçoit que les habitants n'ignorent pas les problèmes sociaux et environnementaux auxquels ils sont confrontés.

En réalité ils ont le plus souvent appris beaucoup de choses à leur sujet, par les médias, les mouvements sociaux, les scientifiques, les gouvernements et surtout, leur vie quotidienne.

Après la prise de conscience, il se crée un besoin d'aller plus loin : il faut les encourager, dans leurs communautés, à exercer leur réflexion critique et créative, à programmer leur action et à la faciliter, au niveau local, dans le sens d'un développement équitable au plan sociologique et valable au plan écologique 26.

Le principe de précaution nous enseigne que l'on a raison de concentrer les efforts sur l'éducation des adultes pour le développement durable, car il serait imprudent d'attendre que la génération actuelle des écoliers et des lycéens grandisse pour commencer à appliquer ce qu'ils apprennent déjà. Car ce sont les adultes d'aujourd'hui qui sont les électeurs, les consommateurs, les travailleurs, les enseignants, les scientifiques et les parents. Les représentants du programme d'apprentissage pour l'action environnementale, du Conseil international de l'éducation des adultes ont déclaré lors de la Conférence sur l'éducation des adultes (CONFINTEA V), tenue à Hambourg en 1997, que les adultes d'aujourd'hui "doivent avoir des chances de développer leur sens critique, d'exploiter leurs idées, leur savoir, leur pouvoir et leur imagination en effectuant les premiers changements, plutôt que de se contenter de maintenir l'environnement en l'état" <sup>27</sup>.

## **Enseignement technique et professionnel**

L'enseignement technique et professionnel (ETP) est indispensable pour résoudre deux des plus urgents parmi les problèmes de ressources humaines de la société mondiale, à savoir la nécessité de multiplier les compétences appropriées au développement durable et le taux très élevé de chômage et de sous-emploi dans de nombreux pays.

L'ETP forme des techniciens qui opèrent à l'interface de la nature, de la technologie, de l'économie et de la vie sociale. Ils ont un rôle capital à jouer en aidant la société à trouver des solutions aux problèmes de l'environnement et du développement tels que réorienter la technologie et la gestion des risques, satisfaire les besoins élémentaires de nourriture, d'eau, de santé tout en protégeant les ressources naturelles, réduire la consommation d'énergie et de ressources etc. Les techniciens, qui sont bien informés et ont acquis des compétences pratiques en vue du développement durable peuvent, en fin de compte, utiliser des méthodes plus viables car la production est entre leurs mains.

Conscient du rôle éminent que jouent les diplômés en ETP dans la conception et la mise en œuvre de solutions pratiques à des problèmes tels que la détérioration de l'environnement, le Congrès international de l'UNESCO sur l'enseignement technique et professionnel a souligné le fait que les systèmes d'ETP ne devraient pas se contenter de traiter des dimensions économiques des problèmes mais aussi se pencher sur les questions nouvelles telles que l'emploi de technologies respectueuses de l'environnement.

Les programmes d'ETP formelle sont importants dans les pays du Nord comme du Sud, mais l'ETP non formelle ne l'est pas moins en tant que stratégie de formation des jeunes non scolarisés, des sans logis, des enfants des rues et d'autres jeunes marginaux. Les systèmes actuels d'éducation ne répondent souvent pas aux intérêts des jeunes. Il faut mettre au point des programmes qui développent les savoir-faire pratiques et qui ont cours dans l'entreprise, dans des domaines tels que le recyclage, la technologie des énergies alternatives, et des formes d'artisanat susceptibles de stimuler et de faire vivre des jeunes qui y investiraient leur créativité, leurs compétences et leur sens de la solidarité, dans des activités assurant des revenus et relevant notamment de ce que l'on appelle économie informelle ou "populaire".

L'économie populaire est devenue le principal vecteur de l'activité productive chez la majorité des pauvres du monde, notamment ceux qui vivent dans les villes soumises à un développement rapide, partout dans le monde. L'économie populaire représente le dernier recours contre l'extrême pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale des jeunes.

Elle donne lieu à une multitude de petits commerces, souvent aux mains d'une famille, mais aussi d'activités personnelles exercées par des femmes et des jeunes. Les travaux très divers sont, par exemple, le recyclage des appareils ménagers mis au rebut, la réparation des machines, la couture, la vente et le transport de l'eau, la fabrication d'objets d'artisanat, et les échoppes ouvertes sur les marchés. Pour contribuer efficacement au développement durable, l'ETP doit aussi satisfaire les besoins de formation à ces activités (voir Encadré 12). L'étude de cas décrite dans l'Encadré 6 en est un exemple pris dans le cadre de l'éducation de base.

## **ENCADRÉ 10**

### **Enda Graf dans le Grand Yoff, un "polytechnique" du secteur informel**

Les locaux de l'Enda Graf, dans le Grand Yoff, au Sénégal, sont à l'image de l'Enda, organisation d'éducation non formelle qui a fait ses débuts à Dakar et se trouve maintenant représentée dans douze pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. Enda a situé ses activités dans des villes, convaincue que l'une des clés du développement durable sera découverte dans les villes en développement rapide du Sud. Enda s'efforce de travailler essentiellement avec des jeunes, puisqu'ils vont vivre à l'avenir dans les villes et qu'ils constituent, en certains cas, plus de la moitié de la population.

Tout visiteur d'Enda Graf pénètre dans un large patio planté d'arbres qui fournissent un



espace où s'asseoir et bavarder à l'ombre. Le patio mène à une salle de réunion et aux bureaux. Les artisans de la localité s'y retrouvent pas petits groupes pour discuter avec des représentants des associations locales d'épargne et de prêt. La coopérative réunit plus de 100 artisans travaillant dans des domaines très variés, et a engagé près de 280 apprentis, au rythme de 35 à 60 par an.

"Le système d'éducation forme les jeunes sans développer leurs aptitudes à affronter la vie réelle" dit Morwouly Ndiaye, le Président de la coopérative des artisans du Grand Yoff. "Et lorsqu'ils échouent à l'école, leurs parents les "jettent" dans un atelier". La coopérative du Grand Yoff s'efforce de faire tout le contraire.

Après une période initiale de formation, au cours de laquelle les parents et les apprentis discutent et se mettent d'accord sur la valeur du travail manuel, commence une formation d'une durée de sept ans. Morwouly Ndiaye explique cette durée en disant que les apprentis sont affectés à plusieurs ateliers et apprennent tous les métiers : la menuiserie, le travail du métal, la maçonnerie etc. Si bien qu'ils savent vraiment comment réussir dans le vie quand ils partent d'ici. Si un travail ne marche pas, ils peuvent se rabattre sur les autres compétences qu'ils ont acquises".

Au-delà de la formation technique, les apprentis voient comment fonctionnent les petites entreprises. Ils vendent eux-mêmes leurs produits et apprennent à économiser pour se procurer un petit capital et un crédit au moment de leur départ. Ces élèves d'un "polytechnique" du secteur informel ne se voient pas décerner de diplôme mais, comparés aux autres jeunes gens qui quittent les établissements de formation de l'État, en n'ayant travaillé que dans un seul domaine technique, ils sont bien préparés pour l'avenir.

Les réussites en matière de formation à la vie active dans l'économie populaire pour la jeunesse marginalisée ont au moins trois points communs :

- Elles prouvent le dynamisme et la souplesse des collectivités avoisinantes, des jeunes et des organisations qui les soutiennent. Car il faut aux autorités qui dirigent l'économie faire preuve de souplesse lorsqu'elles mettent en place des politiques qui encouragent, plutôt que de gêner des entreprises locales de si petite taille.
- l'enseignement vise à développer "toute la personnalité" et non les connaissances et les compétences ou la faculté de gagner sa vie. Il comporte aussi des activités et des structures de soutien propres à encourager l'estime de soi, les savoir-faire élémentaires de la vie (économiser, demander un prêt), les stratégies d'auto-protection (à l'égard de la violence, des agressions sexuelles, du VIH/sida) et l'inscription aux listes électorales.
- Des accords de partenariat sont indispensables, notamment avec les écoles locales et autres lieux d'étude, afin d'y tenir, en dehors des horaires ordinaires, des cours d'alphabétisation et d'éducation de base et des séances spéciales d'examens servant de passerelles à des jeunes qui veulent rejoindre le système d'éducation classique.

## **Enseignement supérieur**

L'enseignement supérieur a un rôle indispensable à jouer dans le développement durable. Pendant la décennie écoulée depuis le sommet Terre, de nombreux établissements d'enseignement supérieur du monde entier ont fait de grands efforts pour intégrer le développement durable dans les programmes, la recherche, l'information des communautés et dans leurs propres opérations de gestion.

Il est de plus en plus important, par exemple, que des éléments pertinents relatifs au développement durable soient inscrits aux programmes d'étude des journalistes, des ingénieurs, des gestionnaires, des médecins, des avocats, des scientifiques, des économistes,

des administrateurs et de bien d'autres professionnels. Au fur et à mesure qu'arrivent dans les universités des lycéens qui ont acquis l'expérience du travail interdisciplinaire et y ont pris goût, les universités s'adaptent lentement pour répondre à leurs besoins et à leurs demandes.

De grands projets de recherche, notamment celui qui porte sur le changement climatique, ont un caractère transdisciplinaire. Mais les frontières entre disciplines continuent d'être fermement défendues par des organismes professionnels, par la structure des carrières et les critères de promotion et d'avancement. Des progrès ont certes été réalisés, mais il en reste encore plus à faire pour abattre les barrières entre disciplines et élargir le champ de connaissances des étudiants - et des personnels enseignants - grâce à des travaux collectifs portant sur des problèmes d'intérêt mondial, envisagés dans leur véritable contexte.

Les universités pourraient aussi faire œuvre utile en intégrant des éléments concernant le développement durable aux programmes spéciaux destinés aux enseignants, aux cadres supérieurs, à des responsables locaux tels que les maires, aux parlementaires et autres détenteurs de postes de pouvoir. Les universités, qui jouent un rôle clef dans la coopération internationale, le feraient peut-être avec plus d'efficacité si elles s'attachaient à mieux répondre aux besoins de partenariat Nord-Sud en conduisant notamment des recherches interdisciplinaires sur des questions liées à l'environnement et au développement.

Les partenariats et la mise en réseaux entre nations ont réussi à faire connaître des exemples et des leçons de pratiques rationnelles et ont encouragé d'autres universités à les adopter. On distingue en particulier le Partenariat mondial de l'enseignement supérieur pour la viabilité (GHESP) établi par le CRE-COPERNICUS, par les University Leaders for a Sustainable Future, par l'Association internationale des universités et par l'UNESCO <sup>29</sup>. Les objectifs du GHESP sont essentiellement :

- De promouvoir une meilleure compréhension et une mise en œuvre plus efficace des stratégies d'intégration de la viabilité dans les universités et autres établissements d'enseignement supérieur, à commencer par les signataires des chartes et déclarations parrainées par les organisations qui en sont partenaires
- D'entreprendre une enquête et une évaluation mondiale des progrès réalisés pour placer la viabilité au cœur des programmes d'étude, de la recherche, des opérations de sensibilisation, dans les établissements d'enseignement supérieur, ce qui aidera l'UNESCO à assumer son rôle au sein des systèmes des Nations unies en travaillant à la préparation de Rio + 10 et au suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur.
- De recenser et faire partager les stratégies, les modèles et les pratiques rationnelles efficaces permettant de promouvoir l'enseignement supérieur pour la viabilité ; analyser l'expérience acquise jusqu'à ce jour afin d'en tirer des recommandations, en concertation avec les pouvoirs intéressés, dans les pays du Nord comme du Sud, y compris le monde des affaires, les gouvernements, d'autres organisations des Nations unies telles que l'Université des Nations unies (UNU) et d'autres organisations non gouvernementales compétentes.

Voici quelques unes des leçons tirées des tentatives réussies d'enseignement des universités pour appliquer des politiques et des pratiques innovantes :

- Apporter la preuve que la hiérarchie s'engage fermement : l'appui total, visible et tangible des dirigeants de l'université est indispensable pour appliquer avec succès les stratégies de viabilité. Une indication sans équivoque peut en être donnée à l'ensemble de l'université si elle décide de signer l'une des principales déclarations sur la viabilité dans l'enseignement supérieur (telles que celles de Talloires, CRE-COPERNICUS, Kyoto, etc.)
- Une perspective "à triple fond", qui ne vise pas seulement à rendre "écologique" le contenu des études et les modes de gestion des universités viables mais aussi à promouvoir la viabilité au plan social et économique.

- Une stratégie de viabilité : les universités qui réussissent ont appliqué une stratégie globale de viabilité, qui a d'abord été négociée et approuvée par les canaux habituels de prise de décision.
- La mise en œuvre et le changement de culture : les stratégies de viabilité n'ont de chances de donner des résultats tangibles que si l'université tout entière procède à un changement de mentalité, en faisant adopter les attitudes et les savoir-faire appropriés par ses étudiants, son personnel administratif et ses enseignants.
- Suivi et évaluation : un procédé de suivi et d'évaluation régulière et la rédaction de rapports est indispensable à la poursuite d'une mise en œuvre efficace.

## **La science de la viabilité**

Les universités sont les principaux moteurs de la recherche et du développement dans tous les domaines d'activité, y compris le développement durable. L'acceptation par la communauté internationale des Objectifs du millénaire prouve que la perspective de donner à chaque enfant, à chaque femme et à chaque homme la possibilité de mener une vie productive et saine est désormais à notre portée. Cet objectif ne sera toutefois pas facile à réaliser. Cela dépendra essentiellement de la volonté politique, des accords de partenariat internationaux et de la mobilisation de la société. Cela dépendra aussi, dans une large mesure, de la coopération nationale et internationale dans le domaine de la science, qui apportera les découvertes et les applications technologiques nécessaires.

La Déclaration de Budapest sur la science, formulée de concert par près de 2 000 scientifiques lors de la Conférence mondiale sur la science en 1999, insiste sur cette nécessité, en affirmant que la science et la technologie devraient être résolument orientées de façon à améliorer la situation de l'emploi, de la compétitivité et la justice sociale. Organisée par l'UNESCO et le Conseil international pour la science (CIUS), la conférence demandait que la viabilité devienne à la fois un objectif de travail scientifique et un fil conducteur pour de nouvelles approches de la recherche scientifique.

Dénommée "science de la viabilité" cette approche fait rapidement de nouveaux adeptes. Elle commence par se poser non pas des questions théoriques - pour importantes qu'elles soient - mais des questions sur les difficultés et les problèmes auxquels est confrontée la population, au niveau local, au niveau des écosystèmes et de la Planète. La science de la viabilité est interdisciplinaire et participative. Elle reconnaît la validité des modèles d'apprentissage, des valeurs et du savoir traditionnels ainsi que des travaux de recherche des communautés locales ; elle cherche à établir des relations de partenariat avec les communautés et les décideurs susceptibles de renforcer l'aptitude des individus à résoudre eux-mêmes leurs problèmes.

En cherchant à orienter la science vers la satisfaction des besoins humains élémentaires, la science de la viabilité adresse un défi considérable aux habitudes qu'ont eues les scientifiques et les savants de "publier ou disparaître" et de déposer des " brevets exclusifs", habitudes qui les ont détournés des grands problèmes que l'homme doit résoudre.

## **Formation des enseignants**

Il existe dans le monde plus de 60 millions d'enseignants, chacun étant un agent potentiel de changement des valeurs et des modes de vie qui sont nécessaires au développement durable. Il faut donc qu'une éducation innovante les prépare à exploiter ce potentiel. En fait, le Chapitre 36 de l'Action 21 et le Programme de travail qui lui est associé, ont considéré ce point comme un thème prioritaire.

L'administration et les professeurs des établissements de formation des enseignants ont le

pouvoir de provoquer des changements considérables puisqu'ils élaborent le contenu des enseignements, forment les nouveaux enseignants, assurent leur formation continue, prennent l'avis des écoles locales et souvent donnent des conseils éclairés aux ministères régionaux ou nationaux de l'éducation.

Parmi les initiatives lancées au cours de la dernière décennie dans les divers pays pour favoriser la formation des enseignants en matière de viabilité, on peut citer :

- un projet d'éducation pour les personnels déjà en fonction, sous forme d'une mallette pédagogique, projet mené par le Consortium national pour l'éducation et la formation relatives à l'environnement, aux Etats-Unis
- diverses initiatives au Royaume-Uni, parrainées par le WWF, le Forum pour l'avenir, le Groupe du Royaume-Uni pour le développement durable et plusieurs organismes locaux d'enseignement
- l'Initiative pour l'éducation relative à l'enseignement, dans la formation des enseignants, en Europe
- le projet de l'UNESCO en Asie et dans le Pacifique intitulé "Apprendre pour un environnement viable : Initiative de la formation des maîtres"
- un programme de suivi professionnel appliqué dans plus de 70 établissements de formation des enseignants dans la province du Karnataka, en Inde
- un réseau de centres de formation des enseignants et de documentation en Chine, parrainé par le WWF
- un programme national en Nouvelle-Zélande, qui a formé plus de 40 formateurs pour assurer la formation permanente d'enseignants en poste dans leurs régions
- un programme national en Afrique du Sud, qui a nommé un coordonnateur dans chaque province, élaboré toute une série de projets de programmes d'étude et de documentation et qui met en place actuellement un organisme national d'agrément des professeurs arrivés au terme de leur cycle d'étude
- un réseau international de quelque 50 établissements de formation des enseignants dont chacun s'engage à réorienter tout ou partie de son cours de formation destiné aux futurs enseignants dans le sens de la viabilité, avec l'appui d'une chaire de l'UNESCO pour la réorientation de la formation des enseignants dans le sens de la viabilité, à York, au Canada
- le programme multimédia en ligne et sur CD-ROM intitulé *Enseigner et apprendre pour un avenir viable*, créé par l'UNESCO en tant qu'exemple à adapter et à traduire en fonction des conditions locales de l'enseignement et de la culture.

## ENCADRÉ 11

### **Enseigner et apprendre pour un avenir viable : programme multimédia de formation des enseignants**

*Enseigner et apprendre pour un avenir viable* est un programme multimédia de formation des enseignants produit par l'UNESCO. Il comporte 100 heures (divisées en 25 modules) de formation professionnelle à utiliser aussi bien dans les cours pour futurs enseignants que pour la formation continue des personnels en poste, pour les concepteurs de programmes de cours, les décideurs en matière d'éducation et les auteurs de matériel pédagogique. Ce programme, disponible en deux formats multimédia - un CD-ROM et un programme Internet sur l'URL <http://www.unesco.org/education/tlsf/index.html> - propose aux apprenants des processus d'apprentissage leur permettant de tester leurs propres hypothèses alternatives sur un avenir viable et de travailler de manière créative en groupes afin de réaliser leur vision d'un monde meilleur.

## Contenu

Le programme se compose de 25 modules divisés en quatre têtes de chapitres :

*Description du programme d'études* : passer en revue les réalités mondiales, comprendre le développement durable, l'ouverture sur l'avenir dans le programme d'études, réorienter l'éducation vers la viabilité, accepter le défi

*Enseigner la viabilité dans tout le contenu du programme* : l'avenir viable dans tout le contenu du programme, l'éducation pour la citoyenneté, l'éducation pour la santé, l'éducation relative à la consommation

*Thèmes interdisciplinaires du programme* : culture et religion pour un avenir viable, savoir et viabilité indigènes, population et développement, comprendre la faim dans le monde, l'agriculture viable, le tourisme viable, les communautés viables

*Stratégies d'enseignement et d'apprentissage* : apprendre par l'expérience, raconter des histoires, l'éducation aux valeurs culturelles, apprendre à questionner, savoir évaluer, résoudre les problèmes à venir, apprendre en dehors de la salle de classe, résoudre les problèmes de la communauté.

## Évaluation

La préparation du programme a exigé la création d'un groupe international de référence, l'avis de plus de 50 spécialistes du programme au sein de l'UNESCO, des consultations à l'intérieur de tout le système des Nations unies et une demande d'évaluation à grande échelle, au niveau international, soumise à plusieurs centaines d'enseignants et d'éducateurs, à des experts en développement durable et à des spécialistes des médias. Voici certains de leurs commentaires:

"Dans mon pays on fait de plus en plus attention au développement durable mais il nous faudrait davantage de matériel et de documentation. Ce programme sera donc très utile, surtout pour la formation des futurs enseignants" (Chine)

"Je suis aux prises avec ces problèmes depuis des années. Cela a été merveilleux de voir que tout ce savoir a été organisé d'une manière aussi vaste, systématique, enthousiasmante et pratique" (Afrique du Sud)

"Arrivé très à point. C'est un programme très riche en informations et en références. Il est également commode à utiliser et ses instructions sont claires; Il n'y a donc eu aucune difficulté à utiliser la mallette et à en apprendre le contenu. Il fait appel aux graphiques, au son et au texte, et comporte des liens hypertexte. Une bonne façon d'apprendre" (Inde)

"Très enrichissant, très approfondi. Les sources et les références sont excellents. Je veux, avec l'aide de quelques collègues, l'incorporer à mes cours" (Etats-Unis)

"Nous les instituteurs, pouvons dire que ce programme est précieux et complet. Nous y avons découvert de nombreuses innovations, de nouvelles méthodes d'enseignement et de présentation des connaissances que nous ignorions jusqu'ici" (Ouzbékistan)

"La portée et l'interdisciplinarité de ce programme ainsi que les possibilités de sa large diffusion marqueront un nouveau départ pour recentrer, apprendre et universaliser les valeurs requises par la viabilité" (Secrétariat de la charte Terre, Costa Rica).

## Adaptation et traduction

L'UNESCO est bien convaincue de ce qu'aucun programme de formation des enseignants ne saurait répondre aux besoins de tous les utilisateurs potentiels. Le programme *Enseigner et apprendre pour un avenir viable* a, par conséquent, été conçu et mis au point de telle façon qu'il soit facile à traduire en d'autres langues et à adapter aux besoins régionaux, nationaux et locaux. L'UNESCO est disposée à collaborer avec les ministères, les organisations régionales,

les établissements de formation des enseignants et autres responsables de la formation professionnelle des enseignants, pour aider à adapter le programme.

En partenariat avec l'UNESCO, le gouvernement de l'Afrique du Sud, le Centre régional du SADC pour l'éducation relative à l'environnement, plusieurs universitaires et la société Wildlife and Environment de l'Afrique du Sud, le programme original a été entièrement adapté pour donner lieu à une version sud-africaine.

# QUESTIONS, DÉFIS ET PERSPECTIVES DE PROGRÈS

---

**Vous nous avez lancé un défi. Nous ne vous décevrons pas**  
Wangarai Mattai, SEWA du Kenya

Le défi du développement durable est complexe et difficile à relever, notamment pour les planificateurs de l'éducation, les établissements d'enseignement et les enseignants. Le plus difficile est peut-être d'arriver à comprendre quel sens donner au développement durable pour qu'il s'inscrive dans le cadre de *l'éducation*. Ce problème n'est toutefois pas vraiment hors de portée, car il s'agit, au fond, de garantir une meilleure qualité de vie à chaque personne, maintenant et pour les générations à venir, ce qui correspond, en fait, à l'exacte finalité de l'éducation.

Le développement durable fournit tout simplement un cadre de pensée dans lequel nous demander à quoi pourrait ressembler ce monde et comment ériger un tel monde, avec quels objectifs, quelles valeurs, quels concepts et quel savoir-faire. L'analyse des leçons tirées des innovations de la dernière décennie nous indique que les systèmes et les établissements d'éducation commencent à comprendre l'importance de l'éducation pour le développement durable, la perspective nouvelle qu'elle ouvre, et l'apport qu'elle peut faire à l'éducation de base, à l'enseignement secondaire, technique, professionnel et supérieur, à la formation des enseignants, à l'éducation des adultes et des communautés.

## Questions et défis

Si les progrès ont été sensibles, ils ont été inégaux. Aucun pays n'affiche le succès de l'éducation pour le développement durable dans toute l'étendue de ses possibilités et aucun pays n'a véritablement intégré l'éducation pour le développement durable à son plan de développement. Aucun système d'éducation ni aucun pays n'a pu mettre en œuvre dans toute son ampleur le processus de réorientation décrit dans ce rapport.

Les questions et les défis importants qui attendent une réponse sont essentiellement les suivants :

- mieux intégrer dans un grand nombre de pays l'éducation pour le développement durable aux politiques de l'économie, de l'environnement et de la population, par exemple
- mieux intégrer l'éducation au développement considéré comme cadre pour les politiques d'éducation, notamment pour les plans d'action nationaux en faveur de l'EPT
- élaborer et mettre en œuvre des politiques, des lignes directrices et des plans stratégiques d'éducation pour le développement durable sur une plus grande échelle
- régler les problèmes de gouvernance afin d'améliorer la coordination entre les ministères de l'éducation, de l'environnement, des ressources naturelles, de l'agriculture etc.
- faire une large place à l'éducation pour le développement durable dans l'éducation non formelle, aussi bien que dans l'éducation formelle
- renforcer les capacités en matière d'établissements et de moyens de formation professionnelle afin d'améliorer les services de planification et de mise en œuvre de l'éducation pour le développement durable
- renforcer le recensement, l'évaluation et l'établissement de rapports écrits concernant les initiatives pédagogiques pour le développement durable, leurs résultats et leur impact
- veiller à ce que ces initiatives perdurent de telle sorte que les politiques, les programmes et les activités s'enracinent dans les plans d'éducation et les dotations budgétaires.

## Perspectives de progrès

Quelles sont, en résumé, les manières les plus efficaces de progresser ? Il faut tout d'abord étendre la portée de l'éducation pour qu'elle attire tous les enfants à l'école ou dans des programmes alternatifs et offre aux adolescents et aux adultes des chances de commencer ou de continuer à apprendre. Ce faisant, les stratégies devraient insister sur la participation des filles et des femmes, qui sont souvent exclues, car leur éducation est utile non seulement pour réduire le nombre d'enfants qu'elles auront et améliorer leur santé et leur bien-être, mais aussi parce que les femmes représentent la moitié de la population active et que leur souci réel de la qualité de la vie leur fait jouer un rôle essentiel au développement durable.

En second lieu il faut améliorer l'efficacité de l'éducation et l'amener à son plus haut point, en commençant par améliorer l'orientation et la qualité des programmes actuels. Il est possible, par exemple, de réorienter l'enseignement au niveau du secondaire vers la viabilité en repensant ses finalités et en modifiant son contenu et son approche en fonction des nouveaux objectifs qu'il poursuit. Ce type de réformes, qu'il soit appliqué à l'enseignement secondaire ou supérieur, peut donner des résultats substantiels sans nécessiter des efforts et des dépenses considérables. L'éducation relative à la population, à la santé, à la consommation viable, une éducation professionnelle appropriée, doivent toutes être incorporées dans l'enseignement commun aux personnes de tout âge.

En troisième lieu, le renforcement des capacités est un besoin absolu. Les enseignants détiennent la clef de l'éducation et de sa qualité. Le Programme international d'éducation relatif à l'environnement, programme UNESCO-PNUE, a un jour décrit la préparation des enseignants comme "la priorité des priorités". L'intensification des efforts pour réorienter vers la viabilité les cours et les programmes qui leur sont destinés peut permettre aux enseignants d'optimiser la part que prendront les apprenants et la communauté dans le débat sur le contenu, la manière et les finalités de leur apprentissage. Tous les futurs enseignants devraient avoir une chance de se familiariser avec (i) les concepts et les processus de la viabilité et (ii) le rôle professionnel et les compétences requises pour enseigner dans la perspective d'un avenir viable. Il faudrait, pour cela, donner aux enseignants des chances de poursuivre régulièrement leur formation pendant l'exercice de leurs fonctions afin qu'ils réfléchissent à leur engagement et développent leurs pratiques d'enseignement pour un avenir viable.

En quatrième lieu, les stratégies visant à promouvoir l'éducation pour le développement durable ne doivent pas reléguer les questions écologiques dans une sphère et placer dans une autre les questions de développement ; elles ne doivent pas, non plus, considérer les décisions concernant l'économie ou l'écologie comme reposant sur des bases scientifiques et pour cela étrangères au domaine des valeurs culturelles. L'éducation pour le développement durable se propose en effet de remettre ensemble les pièces qui constituent la vie, de sorte que nous puissions voir le développement non comme un puzzle économique ou un danger écologique, mais comme un ensemble de choix rationnels et moraux guidés par une vision de l'avenir auquel nous aspirons.

Réorienter l'éducation vers la viabilité ne réclame pas un gros effort budgétaire mais cela exige une volonté politique de la part de gouvernements décidés à esquisser une approche intersectorielle et coopérative du développement durable. Les écoles, les autres lieux d'éducation et la communauté dans son ensemble pourraient alors reprendre ce fil conducteur avec des approches "d'école dans sa globalité" et de "communauté tout entière", qui s'efforceraient d'entraîner chaque individu, adulte et enfant, dans le processus de recherche de modes de vie durables. La viabilité est le but, ce but qui ne peut être atteint par "une astuce" technologique, par la recherche scientifique ou par un arrêté gouvernemental. C'est un but qui demande à la communauté de se mobiliser, une mobilisation qui ne peut être obtenue que par le moyen de l'éducation.



## Bibliographie

---

1. UNESCO (1997) *Environment and Society: Education and public awareness for sustainability*, Background Paper prepared for UNESCO International Conference, Thessaloniki, 7.
2. Le projet des écoles associées de l'UNESCO est un réseau d'écoles qui opère dans plus de 50 pays. Ses activités en matière d'éducation pour le développement durable comportent des programmes sur la préservation du patrimoine culturel, les traces du commerce transatlantique des esclaves et la protection de la mer Baltique
3. UNESCO (1997), op.cit. 38
4. UNESCO (2002) *Teaching and Learning for a Sustainable Future*. See [www.unesco.org/education/tlsf](http://www.unesco.org/education/tlsf)
5. Education International, The Second World Congress of Education International Meeting, Washington DC, 25-29 July, 1998
6. Gordon Brown, Ministre des finances du Royaume-Uni, 22 avril 2002.
7. UNESCO (2001) *Education for All Information Kit*.
8. *Education for All – Monitoring Learning Achievement: EFA 2000 Assessment Surveys*. Report for the Strategy Session of the World Education Forum, UNESCO, Paris, 2000, 15. Voir aussi : Benjamin, R. and Hanes, S. (2001) Transforming public education, in K.A. Wheeler and A.P Bijur, eds, *Education for a Sustainable Future: A Paradigm of Hope for the 21<sup>st</sup> Century*, Kluwer Academic, New York; and *Knowledge and Skills for Life: First Results from PISA 2000*, OECD, Paris.
9. Dont 11,7 millions selon les statistiques du HCR et 3,7 millions de réfugiés palestiniens sous les auspices de l'UNRWA. Voir Crisp, J., Talbot, C. and Cipollone, D., eds (2002) *Learning for a Future: Refugee Education in Developing Countries*, UNHCR, Geneva.
10. *Ibid.*
11. *Ibid*; Consulter aussi le site <<http://www.unesco.org/education/emergency/index.shtml>> for a review of educational responses in crisis and post-conflict situations.
12. Sterling, S. (1998) *Inspiration! A report and commentary for the Commission on Sustainable Development*, WWF-UK, Godalming UK.
13. Compilaton de plusieurs sources, dont : Wheeler, J. (2001) Introduction, in K.A. Wheeler and A.P Bijur, eds, *Education for a Sustainable Future: A Paradigm of Hope for the 21<sup>st</sup> Century*, Kluwer Academic, New York; Fien, J. (2000) Listening to the Voices of Youth: Implications for Educational Reform, in D. Yencken, J. Fien, and H. Sykes, eds., *Environment, Education and Society in the Asia-Pacific: Local Traditions and Global Discourses*, Routledge, London, Ch 11; Earth Charter <[www.earthcharter.org](http://www.earthcharter.org)>; Oxfam (2000) *A Curriculum for Global Citizenship*, Oxfam UK; Collins, H, et al, *Guidelines for Global and International Studies Education* (See <[www.globaled/guidelines/intro.html](http://www.globaled/guidelines/intro.html)>).
14. Adapté de Orr, D. (2001), Foreword, in S. Sterling, *Sustainable Education: Re-visioning Learning and Change*, Schumacher Briefing No. 6, Green Books, Totnes.
15. Adapté de : *Global Perspectives in Education*, Development Education Association, London.
16. *Education Today*, No. 1, 2002.
17. Adapté de *Improving Learning Outcomes by Improving Health and Nutrition: Incorporating the FRESH Approach in National Action Plans for Achieving Education for All*, UNESCO, 2001.
18. Taylor, J. and Janse van Rensburg, E. (2002) Share-Net: Environmental education resource networking in a risk society, in D. Tilbury, R. Stevenson, J. Fien and D. Schreuder, eds, *Education and Sustainable Development: Responding to the Global Challenge*, IUCN Commission on Education and Communication, Gland.
19. *YouthXchange: Towards Sustainable Lifestyles – Training kit on Responsible Consumption*, UNESCO and UNEP, Paris.
20. UNESCO (2002) *Education for Rural Transformation: A Conceptual Framework Discussion Document*. UNESCO International Research and Training Center for Rural Education (INRULED), Baoding, xi-xii.

21. Adapté de : Rowley, J. (1993) Bhorletar: The sustainable village, *People and the Planet*, 2 (4), 14-19.
22. *Ibid.*
23. UNESCO (2002) *Op.cit.*
24. UK Department for Education and Skills (DfES) (1999) *The Learning Age*, DfES, London.
25. Consulter le site <<http://www.chilika.com/home.htm>>
26. Adapté de : Clover, D., Follen, S. and Hall, B. (2000) *The Nature of Transformation: Environmental Adult Education*, 2<sup>nd</sup> edition, University of Toronto Press.
27. *Ibid.*, 3.
28. Adapté de : Ravignan, A. (2000) *Working and Inventing on the Streets of Africa*, Education to Fight Exclusion, UNESCO, Paris.
29. Consulter le site <http://www.unesco.org/iau/qhesp>
30. Consulter le site <<http://www.unesco.org/education/tlsf>>